José Gauvain

Egalibre

Refondations politiques

Editions Jogo

Egalibre

Refondations politiques

	page
Egalibre	4
1 - Refonder la démocratie	8
2 – Refonder l'économie nationale	18
3 - Mettre le cap sur le développement durable	28
4 – Développer la transparence de l'argent public	41
5 – Cahier des charges pour les acteurs financiers	51
6 – Refonder l'Europe	60
7 – Refonder la protection des plus démunis	71
8 - Refonder le marché du travail	81
9 – Refonder la décentralisation	90
10 – Refonder le marché du logement	100
11 – Moderniser l'école	110
12 – Maîtriser les comptes publics	119
Refondations politiques	129
Annexe 1 : La ploutocratie et la technocratie	131
Annexe 2 : Où va l'argent public	135

Egalibre

Un projet politique pour la France du 21ème siècle

Egalibre est un projet politique. Sur l'axe politique gauche-droite, Egalibre aime faire son marché des deux côtés, à gauche et à droite. La liberté ? Essentielle, mais pas sans l'égalité. L'égalité ? Indispensable, mais pas sans la liberté. Egalibre est cette union entre la liberté et l'égalité.

Egalibre est un combat contre les hémiplégiques et les unijambistes de la politique. (« à gauche toute » et « à droite toute »). Ils sont nombreux. Que veulent-ils ? Une guerre civile ? Sans moi.

Certes, Emmanuel Macron a déjà joué de cette musique. Avec un certain succès puisqu'il a été élu président de la république deux fois.

Mais avec deux faiblesses difficilement pardonnables : une vraie préférence pour la ploutocratie (le pouvoir aux plus riches) et donc la droite, et surtout un contenu politique proche du néant. Il annonçait une révolution, il a été un vrai conservateur, sur presque tout.

Le contexte à fin 2026

La réalité politique est sombre. Une économie de guerre en ébullition, l'emballement climatique, la technologie en roue libre, la démocratie dans le viseur, des Etats

démocratiques déficitaires, une Europe impuissante et en déclin, des inégalités parfois vertigineuses, et des crises à répétition (financières, agricoles, industrielles, politiques, énergétiques, étudiantes, …).

La démocratie est menacée. Par les ploutocrates (le pouvoir de l'argent) et par les technocrates (le pouvoir de l'instruction, technocrates idéologiques et/ou religieux et/ou nationalistes).

Démocrates, technocrates et ploutocrates. Le match à trois. Le partage du monde. En France, à l'époque Macron, les trois camps semblent à peu près à égalité, un tiers chacun.

La mondialisation en cours est marquée par un grand déséquilibre : une forte mondialisation de l'économie et une absence presque totale de mondialisation de la politique. Les acteurs économiques, en fait les détenteurs de capitaux dans nos sociétés capitalistes, peuvent alors imposer aux politiques et aux Etats leur volonté, exigeant des Etats-nations : « il faut baisser vos impôts et vos taxes », sous la menace de partir et d'investir ailleurs.

La plupart des Etats démocratiques sont devenus trop dépendants des entreprises mondialisées et de la finance internationale. La protection de leurs économies les oblige à se soumettre. Ils sont trop largement impuissants. La ploutocratie tend à s'imposer.

Au-delà de la démocratie politique, c'est tout le genre humain et même tout le vivant qui est menacé par le dérèglement climatique. A quand la mobilisation ?

12 projets fondateurs

Cet essai politique est ambitieux. Les douze projets présentés sont riches en bénéfices et les difficultés prévisibles sont nombreuses et de taille. La réalisation de ces projets ne sera pas un long fleuve tranquille. Il va aussi falloir du temps. Tout le 21ème siècle, qui est déjà bien entamé, ne sera pas de trop.

Refonder : réformer en profondeur.

Comment faire ? Quels sont ces douze projets ? Refonder l'Europe, refonder l'économie nationale, mettre le cap sur le développement durable, développer la transparence de l'argent public, refonder la protection des plus démunis, un cahier des charges pour les acteurs financiers, refonder le marché du travail, refonder la démocratie, refonder la décentralisation, refonder le marché immobilier, moderniser l'école, maîtriser les comptes publics.

Le projet proposé sur l'Europe est à la fois un frein à la mondialisation économique et un accélérateur de la mondialisation politique. D'où son importance. Le projet « Refonder l'économie nationale » est très orienté sur le frein à la mondialisation économique, de même que le projet « Cahier des charges pour les acteurs financiers ».

La plupart des autres projets traitent en priorité du renforcement de la démocratie, qui en a bien besoin, pour développer son efficacité et son attractivité. C'est le moment de sortir le drapeau de la démocratie.

Une politique buissonnière

Le projet Egalibre est-il le résultat d'un travail d'amateur ? Oui et non.

En politique, comme dans d'autres domaines, il y a deux profils complémentaires. Ceux qui se sentent capables de savoir ce qu'il faut faire (les architectes), et ceux qui se sentent capables de faire les choses (les entrepreneurs). Si ces deux profils se font confiance, la réussite est en vue.

Je suis plus architecte qu'entrepreneur. Donc, je cherche des entrepreneurs. Oui, la profession d'architecte en politique n'existe pas encore, d'où le côté buissonnier du projet, dans le sens de l'école buissonnière. C'est mon problème, d'où le oui et le non.

Ce texte est plus un dictionnaire qu'un roman. Désolé. Mais c'est aussi un atout. Chacun des 12 projets est présenté en cinq parties distinctes : les **objectifs**, les **bénéfices** escomptés, les **difficultés** à prévoir, la **réalisation** proposée et une **synthèse** par projet.

Bonne lecture, pas forcément linéaire.

José Gauvain – Décembre 2026

Refonder la démocratie

Objectifs Refonder la démocratie

Une autre Assemblée Nationale

Proportionnelle intégrale pour les élections législatives.
300 députés au lieu de 577, mais avec des moyens identiques, donc davantage par député.
Conservation des pouvoirs et de l'élection directe du Président de la République.

Un nouveau financement des partis politiques

Triplement du financement des partis politiques (200 au lieu de 66 millions d'euros par an).
Vote annuel des citoyens par internet pour la répartition de ce financement, après une campagne médiatique organisée d'une semaine.
10 partis financés, au prorata des votes. 10 autres partis exposés, prêts à prendre la relève.

Un nouveau statut pour l'élu

Un seul mandat par élu, pour l'essentiel.
Des élus mieux payés et plus transparents.
3 mandats maximum par poste d'élu.

Introduire de la démocratie dans les entreprises

Dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 10 salariés, 50 % des droits de vote aux salariés.
Possibilité pour les salariés d'acquérir collectivement leur entreprise dans certaines circonstances (menace de délocalisation de l'activité, difficultés financières, …).
Des banques incitées à soutenir les passages en autogestion de certaines entreprises.

Consultations directes régulières sur les services publics

Tous les deux ans, un QCM de 20 à 50 questions est soumis à une consultation des citoyens par internet.
Les questions portent toutes sur l'avenir des différents services publics : Quel périmètre ? Comment ? Combien ? Pour quoi faire ?
A chaque fois, une question porte sur le choix du futur QCM utilisé 2 ans plus tard.
Les résultats de la consultation n'ont pas force de loi mais sont considérés comme exigeants. Le gouvernement doit y apporter des réponses argumentées.

Bénéfices Refonder la démocratie

Dynamiser les partis politiques

Un financement public plus juste et plus fort.
Prendre en compte directement l'avis des citoyens.
Une campagne annuelle qui dynamise la vie politique et les partis politiques.

Assainir le marché des élus

Banaliser le travail des élus.
Démythifier la figure de l'élu.
Apporter de la maturité et de la transparence au marché des élus.

Une Assemblée Nationale modernisée

Des élus en proportion des attentes des Français.
Une élection réellement nationale.
Moins nombreux pour avoir davantage de moyens.
L'affirmation du rôle central des partis politiques.

Affirmer la démocratie face au capitalisme

La progression générale du niveau d'instruction autorise cette affirmation.
L'outil internet en support efficace de la démocratisation des entreprises.
Limiter les pouvoirs des acteurs financiers.
Valoriser le travail en valorisant les travailleurs.

Approfondir les débats démocratiques essentiels

Impliquer les citoyens dans les choix des services publics.
Développer la maturité politique des citoyens.
Associer les outils internet au travail de la démocratie.
Des résultats sans force de loi mais exigeants, qui exigent des réponses de la part de nos représentants.

Intégrer le numérique dans la certification des votes

Des votes nettement plus nombreux : le financement des partis politiques (chaque année), les consultations sur les services publics (tous les deux ans), plus de démocratie dans les entreprises.
Une quasi-obligation d'utilisation du numérique.
La question de la transparence des votes numériques, à démontrer, à garantir et à installer.

Les réactions conservatrices du corps politique

L'opposition forte au mandat unique.
Des partis politiques trop valorisés pour certains (triplement du budget de financement public des partis, instauration de la proportionnelle aux législatives).
Avec le vote annuel sur leur financement, des partis politiques trop fragilisés pour d'autres.
L'introduction de la proportionnelle aux législatives nécessite une culture du compromis qui fait encore défaut en France.

La difficile introduction de la démocratie dans les entreprises

Les difficultés du modèle allemand pour le vote 50/50 en rapport capital/travail dans certaines entreprises.
La définition des circonstances et des conditions autorisant une prise de contrôle par les salariés.

La difficile remise en cause d'un capitalisme triomphant et dominateur.
Des syndicats peu motivés sur le sujet.

La difficile maturation de la démocratie française

Le déni ou la soumission sur le sujet de la faible maturité des citoyens français.
Pourquoi voter si le vote n'a pas force de loi (consultations sur les services publics) ?
La délicate gestion de la compétition des partis politiques sur leur financement.
La nouvelle gestion des questionnaires pour les consultations sur les services publics.

Préparer les réformes sur l'Assemblée, le statut de l'élu et le financement des partis politiques

Préparer, décider, valider et contrôler les outils de certification du vote en ligne.
Préparer et définir les contours du nouveau statut de l'élu.
Organiser la campagne annuelle pour le financement des partis politiques.
Prévoir une 1ère division avec 10 partis qui se partagent le financement, et une 2ème division avec 10 autres partis qui cherchent à monter en 1ère division.

Préparer la proposition du vote 50/50 capital/travail dans les entreprises

Une réforme réservée aux entreprises de plus de 10 salariés.
Se renseigner et analyser l'exemple allemand.
Partir de la solution allemande et l'adapter à la France.

Définir les circonstances et les conditions d'une prise de contrôle par les salariés

Chercher à éviter les fermetures d'activités, soit par faillite soit pour la maximisation du profit.
Définir la prise de contrôle par les salariés comme un outil de survie de ces salariés.
Se donner les moyens d'expérimenter ces prises de contrôle par les salariés.

Créer une instance de décision et de support à ces prises de contrôle.
Imposer aux banques un cahier des charges pour soutenir ces choix.
Définir précisément les circonstances et les conditions d'une prise de contrôle par les salariés.

Préparer les consultations directes sur les services publics

Réalisation de sondages sur des questionnaires tests.
Organisation d'un débat public sur le champ et la pertinence des questions à poser.
Définir et organiser un premier concours de questionnaires prétendants.
Définir les règles pour la création des futurs questionnaires prétendants.
Définir les contours de « l'exigence » des résultats pour les législateurs.

Un référendum en ligne avec 5 votes distincts

Préparer 5 textes de lois sur les cinq projets de la refondation démocratique.
Les 5 votes : sur l'Assemblée Nationale, le statut de l'élu, le financement des partis politiques, la démocratisation de l'entreprise et les consultations directes sur les services publics.
Organisé sur 5 mois, 1 mois par vote.

Un support des collectivités locales pour ceux qui ont encore du mal avec les outils numériques.

Synthèse Refonder la démocratie

Davantage de consultations des citoyens, des députés plus représentatifs et mieux considérés, des élus travailleurs ordinaires, des partis politiques plus dynamiques et la démocratie qui pénètre résolument dans les entreprises.

N'oublions pas que notre choix se fait entre la technocratie, la ploutocratie et la démocratie. A cette dernière de se moderniser et de passer à l'attaque, si elle veut contenir les deux autres forces en jeu.

Par-delà nos différents projets visant à contenir et à tenir à distance la technocratie et la ploutocratie, la démocratie ne peut être notre étendard qu'en progressant, en s'affirmant et en atteignant enfin une vraie maturité.

Dans ce cadre, refonder la démocratie sur des bases plus solides et plus attractives est une nécessité absolue. Notre projet a cette ambition car c'est une condition du succès de la démocratie.

Refonder l’économie nationale

Objectifs Refonder l’économie nationale

Raisonner national en économie

L’existence forte d’un corps national en économie. 50 % des dépenses sont collectives et pour l’essentiel nationales.
Malgré les différences de patrimoine, de revenus et de culture entre nous, nous sommes en France dans un même bateau.
Le déficit du commerce extérieur (environ 100 milliards d’euros par an) nous appauvrit d’autant. L’objectif principal est la suppression de ce déficit.
Notre dette publique nationale commence aussi à nous coûter cher (environ 900 euros par an et par personne en 2025).

Analyser nos points forts et nos points faibles

L’énergie carbonée plombe notre déficit commercial (2/3 du déficit commercial).
L’addition du numérique commence à être salée.
Autres secteurs sinistrés : le textile, l’électroménager, les machines industrielles, …
Points forts : le luxe, le tourisme, l’aéronautique, les cosmétiques, l’armement, les vins et spiritueux, …

Faire la pédagogie du bilan exportations/importations sur chaque secteur d'activité.

Définir nos intentions

Imaginer des scénarios de progression sur certains secteurs, avec ou sans taxes ou barrières douanières.
En cas de barrières et de taxes douanières, prendre en compte les réponses potentielles des pays pénalisés et les baisses potentielles de pouvoir d'achat.
Définir une stratégie avec des scénarios établis secteur par secteur.
Calculer les impacts financiers et sur l'emploi.

Planifier une politique de progrès économique national

Fixer une stratégie, avec des propositions de barrières et de taxes douanières. Evaluer les impacts. Préparer les négociations avec chaque pays.
Définir les mobilisations à effectuer, secteur par secteur.
Mobiliser les banques et les entrepreneurs concernés pour préparer les alternatives nationales.
Créer un ministère de l'Economie très renforcé, incluant en particulier les banques, l'énergie, les douanes et le commerce extérieur.

Négocier avec tous les pays et favoriser les européens

Chercher à rester sur une ligne Union Européenne, mais en s'autorisant une ligne purement nationale si notre volonté politique est forte.

Discuter activement avec chaque pays impacté par nos nouvelles taxes douanières.
Favoriser les pays de l'Union Européenne.

Bénéfices Refonder l'économie nationale

Prendre en main notre destin économique national

Porter son attention sur l'analyse des faits liés au commerce extérieur français.
Mettre en évidence des stratégies pour la contre-attaque.
Se sentir collectivement responsable de nos choix économiques nationaux.
Définir et appliquer une stratégie, avec ses alternatives.

Réduire le déficit du commerce extérieur

Réduire le déficit du commerce extérieur est un objectif principal.
Réduire indirectement la dette publique.
S'attaquer aux vrais problèmes comme la réduction des énergies carbonées et son intérêt écologique en renfort puissant, ou comme la raclée numérique que prend l'Europe.

Créer des emplois

Créer des emplois est aussi un objectif principal.
Soigner les agriculteurs, à la condition de productions vertueuses.
Valoriser les emplois gagnés, et surtout s'adapter à notre marché du travail.

Retrouver son indépendance dans l'Union Européenne

Réorienter l'Union Européenne vers un projet plus politique (armée, recherche, solidarité internationale, voir Refonder l'Europe).
Pousser l'Europe vers des actions plus concrètes, comme une reconquête progressive de tout le numérique.
Acceptons une saine concurrence des nations européennes, en leur laissant une autonomie forte, nécessaire à leur efficacité.

Le retour des frontières pour le bien de toutes les nations.

Les frontières ont un rôle à jouer. Elles ont été dévalorisées à tort par l'idéologie mondialiste, qui assure aujourd'hui la domination des acteurs financiers au détriment des nations, et donc des démocraties.
L'urgence climatique est favorable à davantage de localisation de l'activité économique.
Les nations peuvent être vues comme les cellules d'un corps vivant. Les frontières des nations peuvent être vues comme les membranes d'une cellule : filtrantes, intelligentes et au service du bien commun de chaque nation.

Difficultés Refonder l'économie nationale

Convaincre les allergiques à l'idée de nation

Il y a l'association forte du nationalisme et de la guerre, avec l'Histoire en témoignage.
Les Etats-nations très bousculées par la mondialisation.
Les convaincus de l'internationale communiste et les adeptes du capitalisme international ont la même allergie à la nation (pas pour les mêmes raisons).

Mettre en place des frontières filtrantes et intelligentes

Ces adjectifs sont séduisants mais comment faire ?
Créer les nouvelles douanes à nos frontières : terrestres (camions), maritimes et aériennes.
Une remise en cause du Marché unique européen.
Les difficultés et les coûts du contrôle aux frontières et des techniques d'identification et de traçage des marchandises.

Infléchir la politique de l'Union Européenne

Gérer une contradiction apparente : vouloir davantage d'Europe politique (armée en particulier) et moins de Marché unique européen.
Accepter une véritable confrontation sur des sujets essentiels, comme l'agriculture écologique et la TVA écologique.
La difficile refondation de l'Europe est à réaliser.

Négocier avec efficacité avec toutes les nations

Une double approche, par secteur et par nation, complexe à développer.
En cas de déficit commercial avec une nation, chercher à rétablir un équilibre sans trop la pénaliser.
Être capable d'adaptation pour prendre en compte les réactions et les volontés des principales nations (Chine, Etats-Unis, Allemagne, …).
Être capable de gérer avec efficacité une économie nationale non-étatisée et concurrentielle en prenant en compte l'ensemble des facteurs.

Accepter de mener une politique de long terme

Un pouvoir d'achat menacé à court terme par de nouvelles taxes aux frontières.
Des alternatives nationales qui vont prendre du temps à se mettre en place, comme le nucléaire, le stockage de l'énergie, le numérique, les machines-outils, etc…
Pour développer les alternatives nationales, des banques à mobiliser, des investisseurs à trouver, des programmes et des plans nationaux et locaux à définir.

Réalisation Refonder l'économie nationale

Préparer un programme d'équilibre de notre commerce extérieur

Evaluer les paramètres et les outils à mettre en place.
Etablir des scénarios et commencer à les évaluer.
Evaluer les ripostes possibles des autres nations.
Préparer un premier programme avec la création des outils nécessaires et adaptés à sa mise en œuvre.

Lancer les débats sur la refondation de l'Europe

Lancer le débat sur des sujets essentiels comme une agriculture écologique et une fiscalité écologique.
Appeler à l'armée commune européenne et à la refondation de notre union de nations démocratiques.
Développer l'idée de mondialisation équilibrée, frein sur la mondialisation économique et accélérateur sur la mondialisation politique.

Réaliser des simulations avec différents scénarios

Le nucléaire nettement augmenté pour supprimer les importations d'énergie carbonée. Le développement des énergies renouvelables en plus. Le nucléaire est un point fort de la France. Exportons-le si nous le pouvons, l'urgence climatique l'impose. Lourde responsabilité.
La confrontation avec la Chine, la volonté d'équilibrer les échanges, argument légitime.

La relation avec l'Allemagne, une relation déjà équilibrée, un équilibre à entretenir.
La relation avec les Etats-Unis, développer les complémentarités qui existent déjà.
Les lentes reconquêtes du numérique et de l'industriel, elles sont indispensables.

Lancer un premier programme d'équilibre de notre commerce extérieur

Annoncer les principales mesures aux pays concernés, pour lancer les négociations.
Lancer les nouvelles taxes et barrières douanières. Lancement étalé dans le temps.
Lancer les investissements sur l'économie de substitution à apporter. Veiller à une concurrence interne pour être efficace.
Mettre en place les outils douaniers adaptés : terre, mer, air, hors frontières.

Adapter les scénarios et le programme à la réalité

Analyser les retours par rapport aux prévisions.
Adapter le dispositif quand cela est jugé utile.
Se donner les moyens d'agir avec un ministère de l'Economie fort et moteur.

Synthèse Refonder l'économie nationale

Dans notre volonté d'équilibrage de la mondialisation, le projet « Refonder l'économie nationale » est essentiel pour *freiner la mondialisation économique*.

Cela ne signifie pas « fermer les frontières », comme peuvent le caricaturer les adversaires. Cela signifie la création et le développement d'un Etat stratège, l'utilisation à bon escient des frontières et la mobilisation des acteurs économiques et financiers.

Avec pour objectifs : la réduction voire la suppression du déficit commercial, la création nette d'emplois et le maintien d'un haut niveau d'indépendance.

Malgré son déficit démocratique et une main d'œuvre très bon marché qui facilite les choses, la nation chinoise est une référence et une preuve de l'efficacité d'un Etat fort et stratège en économie.

Comme les chinois, les démocrates doivent aussi apprendre, avec leurs armes, à contrôler a minima la ploutocratie mondialiste qui nous domine aujourd'hui.

L'Union Européenne a trop longtemps joué le jeu de cette ploutocratie mondialiste. Son rôle doit changer de façon radicale. En coordination avec les Etats-nations qui la composent, elle peut aussi utiliser ses frontières et mobiliser ses acteurs économiques et financiers.

Mettre le cap
sur le développement durable

Objectifs Cap sur le développement durable

Réaliser un important travail pédagogique

Identifier, analyser et communiquer aux citoyens les obstacles et les solutions au développement durable. Un site internet à but pédagogique à 500 millions d'euros.
Les émissions d'équivalents CO_2 par personne, par pays et planétaire, en intégrant les consommations importées.
Emissions d'équivalents CO_2, pollutions, gestion des déchets, exploitation des ressources, biodiversité. Le défi climatique et tout le reste.

Instaurer une TVA discriminante

Agir sur la consommation.
Favoriser les consommations vertueuses pour le développement durable et pénaliser les consommations non vertueuses.
Taxer fortement les produits et services les moins vertueux, et faiblement les produits et services les plus vertueux. Prendre en compte la fragilité financière des plus démunis. Définir des taux allant de 0 % à 50 %.
Indexer également de façon discriminante l'impôt sur les sociétés, voire la taxe foncière.

L'objectif n'est pas l'augmentation globale de la TVA, même si la gestion des déficits excessifs de la France peut passer par une augmentation globale de la TVA.

1 % du PIB sur la recherche de solutions durables

Focaliser une partie importante de l'effort de recherche (monter à 2 % du PIB) sur la recherche de solutions favorables au développement durable (1 % du PIB).
Energie, matériaux, produits durables et recyclables, traitement des pollutions et des gaz à effet de serre, transports, architecture et urbanisme, substituts à la nourriture animale, écologie, études des risques et des parades. Les pistes d'amélioration sont nombreuses.

Investir dans des infrastructures adaptées

Création de nouvelles infrastructures adaptées, productions d'énergies décarbonées, bornes de recharge, nouveaux transports en commun, systèmes de détection des pollutions et des risques, ….
Support des banques via un cahier des charges et des incitations financées par le système bancaire, création monétaire au niveau de la BCE.
Partenariats public-privé.

Réglementer

Recensement et simplification des règles, des traçages et des interdictions. Information complète et pédagogique de tous les citoyens.

Création d'un conseil de citoyens, tirés au sort tous les deux ans, à informer et former au préalable, pour proposer aux législateurs des mises à jour et de nouvelles interdictions, traçages et règles.

Bénéfices Cap sur le développement durable

Une approche complète et dans la durée

Prendre en compte tous les facteurs permettant d'agir sur le développement durable.
Rester ouvert et à l'écoute au niveau des solutions. Les évaluer en permanence.
Accepter la complexité et la difficulté du chantier.

Eveiller les consciences sur le développement durable

Constater la tendance climato-sceptique.
Reconnaître l'ignorance et le déni de beaucoup. Ne rien lâcher, compter sur le temps pour convaincre une très large majorité.
Améliorer en permanence l'information délivrée aux citoyens et aux médias.
Développer l'indicateur individuel en tonnes d'équivalents CO_2 pour mesurer l'émission des gaz à effet de serre. Responsabiliser chaque citoyen. Passer de 10 à 5 tonnes, puis à 2 tonnes sur la moyenne française.

Favoriser les comportements vertueux

La logique pollueur-payeur est efficace, et juste si nous tenons compte des inégalités économiques.
La TVA, une invention française qui a encore un gros potentiel.
Un taux variable de la TVA qui peut aussi jouer un rôle pédagogique.

La TVA, un outil essentiel dans la protection contre les importations non vertueuses.

Les vertus du volontarisme

L'exemple de la conquête de le Lune et des vaccins Covid.
Les transports, le logement, la nourriture, l'énergie décarbonée, les produits durables et recyclables, les traitements, les capteurs d'information, …
Une BCE et un monde financier mis à contribution.

Une réglementation mûrie et travaillée

Innover dans la méthode avec le Conseil des citoyens.
La pédagogie sur l'existant en matière de règles et d'interdictions liées au développement durable est la première priorité.
Le Conseil des citoyens et sa transparence comme nouvel outil démocratique.
Les nouvelles règles et interdictions restent une prérogative des législateurs, mais sourcées par les citoyens.

Montrer l'exemple au niveau mondial

La France toute seule, ou même l'Europe, ne suffiront pas à changer la nouvelle donne climatique. Mais la France et l'Union européenne sont bien placées pour montrer l'exemple.
De nouvelles industries et services à créer pour toute la planète. L'exemple chinois sur le développement

industriel des voitures électriques et des panneaux photovoltaïques.
Le volontarisme politique est la clé pour avancer plus vite.

Difficultés Cap sur le développement durable

La complexité du problème

La délicate mesure des émissions de gaz à effet de serre.
Le climat menacé mais aussi les nombreuses limites des ressources terrestres (eau, terres agricoles, gisements), les pollutions, les déchets, les risques technologiques et les risques sur la biodiversité.

L'art délicat des différents taux de TVA

Prendre en compte les exigences actuelles de l'Union Européenne en matière de TVA. Voir comment les contourner ou les briser si nécessaire.
Bien étudier la faisabilité des multiples changements à prévoir sur les taux de TVA.
Les baisses ou moindres hausses à réaliser sur les produits de première nécessité.

Le manque de visibilité des solutions

Quels transports pour demain ?
Le développement accéléré du nucléaire ?
Le défi de la nourriture durable. Développer des substituts à la nourriture animale ?
La dimension internationale du problème du développement durable et de ses solutions.
La dimension technologique du problème et des solutions, l'intelligence artificielle en invitée.

Les difficultés des finances publiques

Les finances publiques françaises dans un triste état.
L'enjeu de la Banque Centrale Européenne.
La finance internationale en roue libre.

La complexité des règlementations

La multiplicité des règlementations : transports, construction, industries, urbanisme, agriculture, produits vendus, loisirs, importation et exportations, ….
L'importance, la lourdeur et la complexité des différentes règlementations actuelles.
La saturation et le ras le bol de beaucoup de citoyens.
Les difficultés pour avoir des règlementations internationales.

L'inertie conservatrice, le déni climatique et le catastrophisme

Tous ceux qui vivent bien et polluent beaucoup en pole position de l'inertie conservatrice.
Le déni climatique chez les moins instruits et la plupart des conservateurs.
Tous ceux qui pensent que c'est trop tard et/ou que la France est trop petite pour ce problème international. Se préparer à la catastrophe est alors la seule véritable priorité.

Réalisation Cap sur le développement durable

Créer un super Ministère du Développement durable

Un ministère à égalité avec le Ministère de l'Economie et des Finances.
Autorité sur le logement et l'urbanisme, les transports, l'énergie, les taux de TVA, la recherche, le Conseil du Développement durable, le travail pédagogique.
Participe activement à la recherche des financements et aux relations avec l'Europe.

Créer un pôle sur le travail pédagogique

Faire un bilan détaillé du travail fourni par l'ADEME, dite Agence de la transition écologique, de son identité, de ses objectifs, de son évolution et de ses moyens.
Créer un pôle fort sur le travail pédagogique en partant des ressources de l'ADEME.
Mettre la barre haute et les moyens qui vont avec, à la hauteur de la complexité des enjeux et du défi des inerties.
Evaluer et communiquer en permanence sur tous les problèmes et toutes les solutions du développement durable.

Préparer et mener une action sur l'Union Européenne

Informer l'Europe de notre volonté d'une TVA fortement discriminante. Mettre l'accent sur les freins imposés par l'Union Européenne actuelle et notre volonté de les lever.

Informer l'Europe de notre volonté d'utiliser la BCE (Banque Centrale Européenne) comme financeur, direct ou indirect, des solutions à mettre en œuvre pour mettre le cap sur le développement durable.
Mobiliser également la Banque de France dans la recherche des financements.
Faire avec ou sans l'Europe, plutôt avec mais sans si nécessaire. Fixer des échéances sur les discussions et avancer sur toutes les solutions retenues.

Mettre le paquet sur la recherche

1% du PIB en plus, consacré à la recherche sur le développement durable.
Financé par les plus riches (patrimoines, revenus, revenus du capital, TVA).
Soit un effort public d'environ 30 milliards d'euros par an.
Y aller progressivement sur 5 ans.

Créer un Conseil des citoyens renouvelable sur le développement durable

Réaliser au préalable un inventaire précis et bien décrit de toutes les lois et tous les règlements dans le périmètre du développement durable.
Créer ensuite un premier Conseil des citoyens sur le développement durable, avec tirage au sort. Apporter un support aux citoyens élus par le sort et volontaires pour le Conseil.

Durée des mandats : 2 ans. 100 personnes. Un an de formation et un an de travail sur des propositions. Renouveler le Conseil tous les deux ans.

Impliquer les banques et tous les acteurs financiers

Réalisation et mise en place d'un cahier des charges à faire respecter par les acteurs financiers présents en France, en faveur du développement durable.

Synthèse Cap sur le développement durable

Utilisons cinq verbes pour résumer notre projet : informer, discriminer, rechercher, investir et réglementer.

Informer. Le sujet est complexe et le déni citoyen assez naturel. Pour une démocratie, la fourniture publique d'une information riche et pédagogique est une nécessité absolue.

Discriminer. La taxe sur la consommation (la TVA) peut être nettement différenciée en fonction du niveau de vertu écologique de cette consommation (émission de gaz à effet de serre mais pas seulement). En imposant des taux élevés sur les consommations peu vertueuses et des taux bas voire nuls sur les consommations vertueuses et indispensables, notre collectif peut modifier nos comportements dans la bonne direction.

Rechercher. En consacrant 1 % du PIB (soit près de 27 milliards d'euros) à la recherche de solutions favorables au développement durable, nous allons accélérer l'arrivée de ces solutions vitales pour notre survie en tant qu'espèce.

Investir. Toutes les nouvelles infrastructures et solutions favorables au développement durable nécessitent des investissements à hauteur. La mobilisation des acteurs financiers (banques et BCE) est indispensable.

Réglementer. Prendre le temps de bien règlementer, en mobilisant et en instruisant des citoyens sur ce sujet. Avec là encore, le souci de la pédagogie et de l'instruction des citoyens.

Développer la transparence de l'argent public

Objectifs Transparence de l'argent public

Construire un système d'information sur les dépenses publiques

Répondre à la question : où va l'argent public ?
Intégration des comptes de l'Etat, de la Sécurité Sociale et des collectivités territoriales.
Partir de toutes les sources existantes.
Traiter chaque niveau géographique : national, communal, départemental, européen, …
Informations disponibles sur Internet et réalisation de rapports annuels papier envoyés à tous les citoyens.

Réaliser un projet très pédagogique

Réaliser un projet adapté à tous les citoyens.
Décrire et imager les actions et les bénéfices face à chaque montant affiché.
Proposer une vision unifiée en séparant clairement les dépenses des recettes.
Donner un aperçu des différentes recettes publiques, chargées de financer les dépenses publiques.
Compter en % du PIB et surtout *en euros par an et par habitant*.

Jusqu'à chaque facture, salaire ou subvention

Viser la transparence la plus complète, accepter des exceptions justifiées.
Une obligation nouvelle pour les acteurs publics.
Un objectif de cinq ans pour y arriver.

Intégration réelle des différents comptes publics

Unifier réellement toutes les comptabilités analytiques des dépenses publiques.
Harmoniser les classifications et les procédures.
Réaliser les refondations administratives adaptées.

Créer une structure ad hoc

Environ 300 millions d'euros de budget annuel. Se donner les moyens de faire un travail sérieux et complet.
Des journalistes, des experts, des pédagogues, mais aussi des obligations d'information pour les administrations concernées
De la numérisation, de la communication et des impressions papier.

Bénéfices Transparence de l'argent public

La transparence effective de l'argent public grâce aux technologies de l'information

En démocratie, internet n'a pas encore fait sa révolution. Elle est devant nous, à portée de main.
Les pouvoirs d'internet. L'information au bout des doigts, ou même de la voix.
Cette révolution technologique autorise des changements inconcevables auparavant.
La transparence sur les dépenses publiques n'est plus un rêve naïf, elle devient un projet accessible. Ce n'est pas ici une refondation, c'est une création.

Une réelle progression de l'intelligence des citoyens

En démocratie, les patrons sont les citoyens. Ce sont eux (nous) qu'il faut armer. L'information est une arme. S'en servir comme une arme est devenue une évidence dans notre monde.
Testez vos connaissances. Quel est le montant consacré à l'éducation des enfants ? A la Défense ? A la culture ? A la santé ? Ordres de grandeurs ?
L'information existe déjà, on peut aller la chercher. Mais c'est compliqué, je l'ai pas mal étudié, en simple citoyen.
Créer l'envie ou au moins le devoir de progresser.
Créer l'offre pour créer la demande.
Le citoyen est le moteur de toutes les vraies démocraties.

Les services publics vont être incités à être plus efficace

En démocratie, la performance réelle des services publics est la clé du succès.
Avec des services publics bien éclairés, les acteurs de ces services publics feront de leur mieux grâce aux feux des projecteurs. N'oublions jamais que les patrons sont les citoyens.
Le manque de transparence des services publics nuit gravement à son efficacité.
L'éclairage sur les services publics permettra de les améliorer.

Un progrès démocratique

En démocratie, les patrons sont les citoyens. Un pouvoir partagé mais réel. C'est leur devoir et leur intérêt de savoir où va l'argent public. Ne pas tout attendre de la représentation en démocratie.
50 % des richesses créées sont fléchées vers les dépenses publiques.
La France en tête des nations capables de mettre beaucoup en commun.

Little Brother plutôt que Big Brother

En démocratie, les patrons sont donc les citoyens, et l'information est bien une arme redoutable.
La transparence est une arme redoutable mais où doit-elle s'exercer ? Partout, indifféremment ?

Big Brother est versé dans la transparence de la vie réelle des citoyens. Little Brother préfère de loin une transparence sur les biens communs.
A vous de choisir. Un choix facile.

Difficultés Transparence de l'argent public

La réticence des acteurs publics à s'afficher

Une remise en question de leurs pouvoirs. Ils veulent avoir la confiance des citoyens plutôt que la transparence de leurs activités.
Une réticence proportionnelle à leur volonté de cacher toutes les inefficacités des services publics.

Le manque d'appétit des citoyens pour ces informations

Il y a un manque de maturité démocratique.
Champions de la critique, les citoyens français ont du mal à assumer pleinement leur pouvoir démocratique. Ils préfèrent pouvoir déléguer en confiance, même si cela ne marche pratiquement jamais.
Une forte culture littéraire, d'où une fuite de beaucoup face aux nombres parfois arides de l'argent public.

Des comptes publics trop complexes

Pas de recherche d'une vision d'ensemble et d'une réelle volonté pédagogique de la part des technocrates. La technocratie face à la démocratie.
Des acquis existent en matière d'information sur les comptes publics, mais où sont les lecteurs ?

Le conservatisme face à l'innovation

Sur la transparence de l'argent public, qui fait mieux sur cette planète ? Un manque de repères, de références attractives.
Une Gauche politique beaucoup trop conservatrice dans ce domaine. Par peur d'effrayer les fonctionnaires ?
Une Droite politique conservatrice par nature. Et qui préfère éviter toute valorisation potentielle des services publics ?

Réalisation Transparence de l'argent public

Loi d'obligation de transparence des services publics

Chaque acteur public est concerné.
Description des bénéfices et des moyens face à chaque dépense.
Impératif pédagogique.
Définir un arbre de consolidation des dépenses.
Partir des comptabilités analytiques existantes.
Délai d'application : 1 an.

Deux ans pour une première version

Création d'une agence pour la réalisation : direction, journalistes, politiques, experts, pédagogues et spécialistes du numérique.
Création d'un site internet d'information sur les dépenses publiques, accompagné d'un forum de discussion régulé.
Où va l'argent public : description des bénéfices et des moyens face à chaque dépense.
Arbre de navigation conforme à l'arbre de consolidation des dépenses.
Impératif pédagogique dans la lecture du site. Images et représentations graphiques. Simplicité et complétude recherchées.
Mobiliser les compétences présentes sur ce petit marché de l'information sur les dépenses publiques.

200 millions d'euros de dépenses de l'agence pour une première version nationale au bout de 2 ans (100 millions d'euros investis chaque année).

Prévoir les possibilités futures

Intégration et simplification de la comptabilité publique (intégrer en comptabilité analytique l'Etat, la Sécurité sociale et les collectivités territoriales).
Importance du forum de discussion.
Versions papier pour le confort des citoyens.
Intelligence artificielle « où va l'argent public ».
Arme démocratique, utilisé au cœur d'une bataille politique sur la vitalité contestée de la démocratie.

Synthèse Transparence de l'argent public

Le projet de « transparence de l'argent public » est techniquement très accessible et les bénéfices potentiels pour notre collectif sont immenses. Pour nos démocraties, menacées par les différentes ploutocraties et technocraties, ce projet peut être décisif pour leurs survies.

La vraie difficulté de réalisation est psychologique : manque d'appétit des citoyens pour ce sujet et réticence des acteurs publics pour donner les informations.

Ce qui manque encore, c'est la maturité, la maturité de la démocratie, notre maturité démocratique, dans nos têtes et dans nos cœurs.

De quoi donner de l'espoir. La maturité n'est-elle pas seulement une question de temps, et donc de patience ? Sauf que nombreux sont les êtres et les phénomènes qui meurent avant d'atteindre leur maturité.

La démocratie va-t-elle pouvoir atteindre le stade de la maturité ? Et se développer alors en conséquence ? Ou non ?

Ma conviction est que la volonté à partager sur la transparence de l'argent public, avec un projet sérieux pour se faire, est le test clé sur ce sujet.

Cahier des charges pour les acteurs financiers

Objectifs Cahier des charges acteurs financiers

90 % des placements financiers sur des activités situés en France

Délai d'exécution sur 5 ans.
Tracer tous les placements pour identifier leurs usages.
Inclure tous les établissements financiers concernés par l'épargne de tous les français.
Délimiter précisément le périmètre national.

Système de primes sur le développement durable, l'emploi et le logement

Les primes proviennent d'un « pot commun » important, alimenté au prorata de l'activité.
Distribution des primes aux placements retenus « logements », « développement durable » et « emploi », par une agence indépendante.
Tracer tous les placements pour identifier leurs usages.
Coopération forte avec les ministères concernés : économie, développement durable, industrie, agriculture, finances, commerce extérieur, …

Taux unique pour les épargnants non-investisseurs.

Marché interbancaire complémentaire sur l'épargne.
Taux unique variable, fixé par le gouvernement, en fonction du marché de l'épargne.
Un taux plus élevé si l'épargne manque, un taux plus faible si l'épargne est trop abondante.
Créer une exception sur le capital-risque, pour les amateurs individuels du risque calculé sur les créations d'entreprise.

Des banques plus orientées vers les emprunteurs

S'impliquer davantage dans les projets financiers concrets des clients. Se recentrer sur la relation client, la personnaliser au maximum. Développer les outils d'analyse des projets financiers des clients.
Concentrer les forces de la banque sur son expertise dans le soutien financier des clients.
Faciliter le développement des entreprises autogérées.

Développer le capital-risque

Obligation pour les banques de réaliser leurs propres placements à 10 % sur des activités de capital-risque. Fixer des règles adaptées et innovantes.

Bénéfices Cahier des charges acteurs financiers

L'argent des français au service de l'intérêt général

Les établissements financiers et les banques, une activité clé pour l'économie.
Par la règle des 90 % et un système de primes, favoriser l'emploi, le logement et le développement durable en France.
Un cahier des charges qui oriente les banques et tous les établissements financiers dans les bonnes directions.
Tracer les placements pour éclairer l'activité financière.
Les banques à l'écoute des entrepreneurs français.

Un même taux d'intérêt pour tous les épargnants

Un taux d'épargne unique et variable qui simplifie le travail de réception de l'épargne par un taux unique de l'épargne.
Les banques vont pouvoir concentrer leurs efforts sur les emprunteurs.
Cœur du nouveau métier de banquier : partenaire financier des emprunteurs.

Favoriser l'activité économique en France

Soutenir les entreprises françaises.
La possibilité d'une politique économique et industrielle.
Objectif principal : la création d'emplois.

Favoriser les projets de développement durable

Le cap vers le développement durable.
Eau, air, terres : préserver les équilibres à long terme.
Energie : développer toutes les alternatives durables.
Agriculture, transports, industries, logements : accompagner les orientations politiques.

Favoriser la création et la rénovation des logements

Se donner les moyens de faire baisser le coût réel du logement, grâce à une offre abondante et adaptée.
Obtenir en conséquence plus de pouvoir d'achat pour les consommateurs et donc une progression de la demande.

Affirmer l'indépendance financière de la France

Des épargnants français orientés sur des investisseurs français.
La valorisation du très bon niveau d'épargne des Français.
L'adoption résolue du capital-risque, arme de guerre économique.
Reprendre la main sur les marchés financiers internationaux. Revendiquer et préserver son indépendance dans ce domaine.

Difficultés Cahier des charges acteurs financiers

La difficile identification des placements « activités générées en France »

La difficile notion de périmètre national appliquée aux placements financiers.
La mondialisation des marchés et des produits financiers.
L'enchevêtrements des placements, toujours plus « virtuels ».
Démêler les titres en tous genres, rois du marché.

Le difficile traçage des placements
L'enchevêtrement des placements.
L'apprentissage des banques et de tous les établissements financiers à être sous la lumière.
La gestion des primes avec les notions d'emplois générées, de logements créés ou rénovés et de développements durables favorisé.

Nouveau donc de l'inconnu

Un travail à faire d'appropriation du capital-risque.
La nouvelle gestion de l'épargne à taux unique.
Une agence indépendante pour gérer les primes et le taux unique de l'épargne.
Se rapprocher davantage des emprunteurs.

L'attitude de la planète financière

La réaction des acteurs financiers actuels.
Les réactions internationales (USA en particulier).

La difficile gestion de la dette de l'Etat français.
La domination du politique par le capitalisme

Fuites à l'international

La réaction des grandes fortunes, leurs capacités d'adaptation.
Le comportement prévisible de certaines élites financières.
L'international, force de frappe du capitalisme actuel.

Réalisation Cahier des charges acteurs financiers

Faire un état des lieux des établissements financiers ayant une activité en France

Mettre en place un traçage des placements (actifs) générant de l'activité en France.

Définir les critères pour identifier les placements favorables au développement durable.

Evaluer l'épargne française : sa taille, le profil des épargnants, les risques d'évasion, …

Evaluation de la part internationale des placements de l'épargne française.

Un nouveau contrôle des capitaux à l'international

Etudier tous les scénarios de fuite des capitaux.

Scénarios de fuites part les acteurs financiers.

Scénarios de fuites directes par les épargnants.

Définir les obligations sur l'international pour les acteurs financiers concernées par l'épargne française.

Ecriture du cahier des charges

Définition géographique des placements.

Processus du passage à 90 % des placements en cinq ans sur la sphère nationale.

Création des primes à l'efficacité en termes d'emploi, de création et rénovation de logements et de développement durable.

Gestion d'une caisse commune des primes à alimenter et à affecter : entrées et sorties.

Gestion du taux d'intérêt unique pour l'épargne non-affectée, qui peut varier dans le temps en fonction du niveau d'épargne souhaitée.
Neutraliser au maximum le travail de récolte de l'épargne non-affectée par les banques : conditions d'épargne et marché interbancaire.
Gestion du capital-risque : définitions, engagements, partenariats avec les épargnants actifs.

Débats et référendum
Publication du cahier des charges.
Discussions publiques et modifications.
Trop important pour ne pas passer par un vote direct des citoyens : référendum sur la mise en place du projet de cahier des charges à l'attention des acteurs financiers, établissements et particuliers concernés.

Synthèse Cahier des charges acteurs financiers

Ce projet intervient pour freiner la mondialisation économique, et donc redonner du pouvoir aux politiques. Ce qui devrait amener les acteurs financiers à servir bien davantage l'intérêt général, tant aux niveaux des emplois, du développement des logements que sur l'orientation vers un développement durable de l'économie.

Les acteurs financiers occupent un rôle trop stratégique dans l'économie pour leur laisser comme seule motivation l'augmentation de leurs propres richesses.

En leur imposant des investissements en faveur de l'activité en France, du logement et des activités durables, via des primes et la règle des 90 % en faveur de l'économie nationale, le projet les contraint à la recherche de l'intérêt général.

Le taux d'intérêt unique pour les épargnants non-investisseurs a, lui, pour objectifs de recentrer le travail bancaire sur les placements.

Enfin, le développement du capital-risque chez les banques est nécessaire pour favoriser les innovations et le dynamisme de l'économie.

Refonder l'Europe

Objectifs Refonder l'Europe

Une armée et une diplomatie commune

C'est presque devenu une évidence. La guerre de l'Ukraine et de la Russie + l'arrivée de Trump au pouvoir aux Etats-Unis l'ont démontré.
2 % du PIB de chaque pays adhérent, pour construire une armée et une diplomatie commune. Priorité à la production locale, l'exigence de l'indépendance.

Une recherche commune

Souhaitons-nous continuer à dépendre à ce point des Etats-Unis d'Amérique ?
Constatons la déroute de l'Europe dans le numérique.
Les défis sont immenses. Le défi climatique, l'IA.
2 % du PIB de chaque pays adhérent, dont la moitié (1%) en recherche de solutions pour le climat et le développement durable.

Une solidarité internationale commune

Des défis immenses sont également à relever. Notons l'immigration et le défi climatique.
2 % du PIB de chaque pays adhérent, dont 1% pour la gestion de l'immigration.

De nouvelles institutions

L'Assemblée élue devient la reine de l'institution. Elle est à la baguette. Maintien du Conseil des Nations avec possibilité de véto. Un cahier des charges sur la démocratie, pilier central de l'Europe. Des règles communes et la possibilité de projets particuliers (comme l'euro). Suppression des possibilités de veto minoritaire. Un(e) président(e) de la Commission Européenne choisi(e) par l'Assemblée.

Un marché multiple plutôt qu'unique

Le retour de la liberté commerciale pour les Nations, le retour partiel des frontières nationales.
Une liberté complète sur la TVA pour chaque pays.
La protection des agricultures écologiques en exemple.

Lancements de projets ambitieux sur le numérique

Construction du hardware : assemblage, processeurs, mémoires, écrans, fibres, … .
Démarrer modeste mais ne rien s'interdire à priori.
Construction du software : soutien et utilisation de l'Open Source, construction de réseaux sociaux interopérables, formations en ligne, intelligences artificielles.
Là aussi, démarrer modeste mais ne rien s'interdire.

Au-delà de l'Europe, l'Union des Nations Démocratiques

Prévoir la transformation de l'Union Européenne en Union des Nations Démocratiques, avec l'ouverture future des adhésions aux nations non-européennes.

Pour développer la mondialisation politique. La démocratie en drapeau fédérateur.

Des mises en communs qui ont du sens : l'armée, l'immigration, le défi climatique, l'IA, le numérique

L'armée : aucun pays de l'Europe n'est à la bonne échelle, l'esprit commun est fort, avec la défense des démocraties, une évidence.

L'immigration : une réalité incontournable pour l'Europe. Chiffrons ensemble le coût réel net et regardons les bénéfices. Chaque pays adhérent s'engage à consacrer 1% de son PIB à la gestion de l'immigration. Une politique commune à créer, à la fois exigeante et bienveillante.

Le défi climatique : la baisse à réaliser des émissions favorisant l'effet de serre. Les migrations climatiques à réaliser ou à éviter.

L'IA et le numérique. L'Europe a les compétences mais n'a pas les entreprises à hauteur. Développer les entreprises européennes numériques. Le bénéfice est immense. Son absence serait une catastrophique pour l'Europe. L'Intelligence Artificielle est un grand défi. Une mise en commun dans le cadre d'une réappropriation progressive des marchés du numérique par l'Europe.

L'Europe acteur principal du développement de la mondialisation politique

L'union de nations démocratiques : une ambition de toujours pour les nations européennes.
Les limites de l'Organisation des Nations Unies, plombée par ses droits de veto et sa tolérance envers les dictatures.
Les mises en commun qui s'imposent : l'armée, le défi climatique, la recherche, la solidarité, la justice, la gestion des conflits, la gestion des ressources terrestres, la protection des Etats face aux multinationales.
L'Union des Nations Démocratiques est une offre de mondialisation politique qui donne une perspective sur le long terme. Partir avec l'Europe et quelques missions-clés, pour envisager des élargissements géographiques progressifs. Progressivité également dans les missions à mener en commun.

Le drapeau de la démocratie

La démocratie en moteur principal de nos collectifs.
L'Europe, la véritable accoucheuse de nos démocraties, doit s'assumer pleinement. Ancienne puissance dominatrice mondiale, l'Europe voit sa place diminuer chaque année sur l'échiquier mondial. A-t-elle encore son mot à dire sur cette planète ? La démocratie, avec la science et la technologie, est au cœur de son histoire. Pour elle, la démocratie est un drapeau idéal.

Freiner la mondialisation économique

Lutter contre le déséquilibre mortifère d'une mondialisation économique et non politique.
Redonner aux nations, terres fertiles de la démocratie, le pouvoir de protéger leurs économies et d'investir comme elles le souhaitent. Redonner du pouvoir et donc de la crédibilité aux politiques.
Produire localement permet de limiter les transports internationaux de marchandises et de gagner en indépendance, en autonomie.
Pour développer de nouvelles offres compétitives sur un marché perdu, la protection des frontières est souvent indispensable. Les pays asiatiques qui se sont largement développés économiquement ont usé des frontières. Bâtir de nouvelles frontières commerciales n'est pas un retour en arrière. Et le numérique change complètement la donne dans la gestion des frontières.
Enfin, l'Histoire démontre que la diversité de ses nations est une des clés du succès de l'Europe.

L'inertie de la pensée conservatrice

Ne rien vouloir changer en profondeur. Tout conserver pour l'essentiel. L'Union Européenne telle qu'elle est, impuissante et en déclin, les armées nationales, la mondialisation économique, les énergies carbonées, l'exploitation sans frein des ressources terrestres et le capitalisme triomphant. On va dans le mur ? Racontars de gauchistes.

Notre position est contradictoire tant pour les partisans que pour les adversaires de l'Union Européenne

Vouloir sortir du Marché Unique et créer une Armée Commune est une impossible contradiction pour beaucoup. Les nationalistes veulent la première option et refuse la seconde. Pour les fédéralistes, c'est le contraire. Le risque est de s'aliéner les deux camps, et donc de faire fuir tout le monde.

Convaincre l'Allemagne

Comme souvent, c'est une alliance forte entre la France et l'Allemagne qui est seule capable de faire réussir ce projet de refondation de l'Europe.
Or, l'Allemagne ne verra pas d'un bon œil la remise en cause du Marché Unique et de sa position confortable dans l'OTAN.

Un saut dans l'inconnu

Une perspective de 7 % du PIB de chaque adhérent mis en commun (1 % aujourd'hui).
Une armée et une diplomatie européenne qui imposent davantage de responsabilités.
Une gestion commune de l'immigration.
Des projets numériques européens ambitieux.
Une puissance nucléaire française qui a alors vocation à devenir européenne.

Evaluer les dépenses publiques concernées de chaque nation potentiellement adhérente

Le projet prévoit des mises en commun de 2 % pour l'armée et la diplomatie, 2 % pour la recherche et 2 % pour la solidarité internationale. Quelle est la situation actuelle dans chaque pays ? Pour quels résultats ? Quel est l'état des lieux dans ces domaines ?

Rédiger un projet de nouvelle Constitution

Rédaction d'une charte de la nation démocratique. Rédaction des modalités d'entrée et de sortie de chaque nation dans cette nouvelle Union.
Définition des nouvelles institutions et de leurs nouveaux pouvoirs : l'Assemblée, le Conseil, la Commission, ….
Prévoir d'emblée l'ouverture vers une Union des Nations Démocratiques à portée mondiale.

Lancer les discussions par la base

La jeunesse en cible prioritaire. Lycéens, étudiants, citoyens, agriculteurs, chercheurs, militaires, informaticiens, ….
Renvoyer dos à dos les nationalistes et les intégristes du libre-échange. Le rééquilibrage de la mondialisation en ligne de mire.

Convaincre l'Allemagne

Ne pas chercher à supprimer complètement le Marché Unique. Maintenir et favoriser les synergies. Parier sur la volonté européenne de l'Allemagne.
Valoriser l'Europe militaire et diplomatique par rapport à l'OTAN, fédérer l'Europe dans l'OTAN.

Passer à l'acte

Réaliser d'abord un projet clair, détaillé et consensuel. Susciter un vaste mouvement européen favorable à cette refondation de l'Europe.
Faire voter en même temps la refondation de l'Europe par les citoyens de chaque nation de l'Union Européenne.
La nouvelle Union Européenne peut alors être mise en place avec les pays ayant votés Oui.
Prévoir des aménagements transitoires pour les nations de l'Union Européenne ayant votés Non.

Préparer le développement du nombre d'adhérents

Chaque nouvelle adhésion doit être validée par un vote direct des citoyens de la nation candidate, et également par la nouvelle Union (Assemblée + Conseil, à la majorité).
Une nation peut être candidate sans être européenne. En cas d'acceptation, l'Union Européenne se transforme en Union des Nations Démocratiques.

Synthèse Refonder l'Europe

Le projet « Refonder l'Europe » est le principal moteur de cet essai *pour équilibrer la mondialisation*.

Il *accélère la mondialisation politique* en renforçant très nettement l'Union Européenne, qui est d'abord une union de nations démocratiques. 7 % du PIB en commun au lieu de 1 %, des institutions plus démocratiques et renforcées et enfin une volonté d'élargissement au-delà de l'Europe avec la démocratie en drapeau fédérateur.

Il *freine en parallèle la mondialisation économique* en redonnant aux nations européennes leur liberté économique et financière, avec le rétablissement des frontières nationales.

Equilibrer la mondialisation est l'objectif central de ce projet, pour redonner du crédit au politique et protéger nos démocraties.

Le projet aura comme adversaires aussi bien les ploutocrates mondialistes que les nationalistes conservateurs, ce qui est cocasse.

En revanche, il peut fédérer tous les autres, et ils sont très nombreux, à gauche comme à droite. La renaissance de l'Europe est à notre portée.

Refonder la protection des plus démunis

Objectifs Protection des plus démunis

Un plancher économique unique

Viser un versement d'un montant mensuel maximum équivalent au minimum vieillesse (environ 1 000 euros par mois en 2025).
Evalué à 4 % du PIB, soit environ 10 millions d'assistés à l'équivalent du minimum vieillesse.
Un pourcentage du PIB constant, avec une allocation inversement proportionnelle au nombre de bénéficiaires.
De 18 ans jusqu'à l'âge de la retraite pour tous les citoyens français.
Annule et remplace la plupart des aides actuelles.

Une aide liée aux revenus de chacun

Toute l'aide si pas de revenu.
A chaque euro de revenu, l'aide diminue de 0,5 euro.
En conséquence, une aide dégressive qui s'annule à partir d'un revenu mensuel double du minimum vieillesse (2 000 euros par mois).

Exiger du travail en contrepartie

Durée maximale de 12 heures par semaine.

Durée moindre, voire nulle, si la personne a déjà un travail important (rémunéré, de formation ou lié à des charges familiales).
Les employeurs potentiels exclusifs pourraient être les collectivités territoriales.
Pas de plancher économique en cas de refus de travail non justifié.

Un accompagnement simplifié

Versement automatique via une dose contrôlée de transparence des comptes bancaires des personnes concernées.
Un duo « France Travail + Assistance sociale » en support individuel.

Bénéfices Protection des plus démunis

Un moyen de faire face aux difficultés structurelles du marché du travail

Mécanisation, automatisation, intelligence artificielle, la raréfaction du travail humain rémunérable est une tendance lourde à bien évaluer.
Faciliter l'autonomie des jeunes à la recherche d'un emploi. Donner de la sérénité à tous.

Se débarrasser de la misère matérielle

Distinguer la pauvreté (acceptable) de la misère (inacceptable).
Un traitement différent pour les immigrés, mais avec un même refus de la misère matérielle.
Un destin collectif renforcé, pour davantage de sérénité sociale.

Un système souple et durable

Une allocation inversement proportionnelle au nombre de bénéficiaires, pour aider les plus démunis à moyens constants (prévoir 4 % du PIB).
Un système capable d'absorber les crises économiques en limitant les dégâts.
Avoir un « banc de remplaçants » actifs, entretenus et en bonne santé est un atout économique majeur.

Une protection des plus démunis simplifiée

Un mécanisme clair et unique pour tous les citoyens français en âge de travailler.
Ne garder que quelques aides complémentaires : un an d'indemnités chômage après un licenciement, une aide supplémentaire pour les handicapés, …
Protection individuelle et non familiale. Instaurer d'autres aides simples pour la charge des enfants, aides limitées à 3 enfants par famille.
Une simple autorisation de lecture du ou des comptes en banque de l'assisté, pour déclencher l'aide.

Difficultés Protection des plus démunis

Un plancher économique variable

Avec l'équivalent de 10 millions d'assistés à aide complète, une aide égale au minimum vieillesse.
Si deux fois plus d'assistés (20 millions), deux fois moins d'aide, car l'enveloppe globale doit rester limitée.
Si deux fois moins d'assistés, l'opportunité de baisser la charge publique, et donc les impôts et les taxes.

Le problème central de l'immobilier reste intact

Comment payer un loyer raisonnable avec un revenu d'environ 1 000 euros ?
La part déraisonnable de l'immobilier pour les personnes les plus démunis.
Un logement social défaillant, avec des longues files d'attente et des ghettos qui progressent.
Une politique immobilière fragile voire défaillante pour les plus démunis.

Une relation inégalitaire entre l'immigré et le citoyen français

Le choix d'un traitement à part pour l'immigration.
La peur de l'appel d'air dans le cas contraire.

Le problème du travail au noir peut s'aggraver

Comment lutter avec efficacité contre le travail au noir ?
Supprimer l'argent liquide ? Le surveiller ?

Des nouveautés à intégrer

La remise en cause des autres aides. L'aide aux familles à refonder également.
Le travail en contrepartie. L'indispensable préparation des collectivités territoriales.
L'individualisation du plancher économique. Le support personnalisé en question.
L'aide aux jeunes de plus de 18 ans. L'impact fort à prévoir sur leur formation initiale.

Réalisation Protection des plus démunis

Evaluation de l'existant

Dépenses publiques en moins. Lister, évaluer.
Evaluations des futurs assistés. Nombre, % du « minimum vieillesse » à verser.
Coût final, % par rapport au PIB.

Prendre les décisions

Montant du plancher économique, à priori équivalent au « minimum vieillesse ».
Préciser les dépenses en moins.
Mettre en place d'un suivi en temps réel.
Inscrire dans le Projet de Loi de Finances (PLF).
Donner plus de responsabilités aux collectivités territoriales.
Nommer les départements en responsabilité.

Aider les collectivités territoriales dans sa gestion

Gestion de la relation avec l'assisté.
Donner aux collectivités des informations et des moyens.
Réfléchir aux travaux à donner aux assistés.
Gestion de la relation « assistante sociale / France Travail ».
Délégations d'autorité aux collectivités territoriales.

La gestion du logement pour les assistés

Analyser l'existant.

Définir les besoins réels.
Mise en place des solutions.
Une refondation à faire du marché de l'immobilier (voir Refonder le marché de l'immobilier).

Synthèse Protection des plus démunis

L'architecture générale est la suivante :

- Tout ou partie du plancher économique en fonction des revenus des assistés (en proportion).
- 4 % du PIB en budget (environ 120 milliards d'€).
- Du travail en contrepartie pour les + disponibles.
- Maintien d'un strict minimum sur toutes les anciennes dépenses sociales associées (on garde 9 mois de chômage, + pour les handicapés, …).

Les bénéfices associés sont essentiels : avec ce plancher économique, on obtient un filet de sécurité souple, en progrès et simple.

Simple à piloter : + d'assistés = - de plancher économique (masse monétaire stable). 4 % du PIB au départ, un % révisable par la loi.

Mais quand même de nombreuses difficultés :

- La variabilité du plancher est un problème,
- Le problème immobilier,
- La discrimination des immigrés,
- Le travail au noir,
- Un service public à mettre en place.

La variabilité du plancher est un problème mais c'est aussi la solution pour avoir un système pilotable et durable.

Le problème immobilier a une solution dans le projet « Refonder le marché immobilier ».

Oui, il est plus intéressant de traiter les immigrés à part. Voir le projet « Refonder l'Europe » avec 1% du PIB dans le cadre d'une solidarité internationale.

Résoudre le problème du travail au noir en supprimant l'argent liquide ?

Le service public associé est à construire. Un beau projet.

Refonder le marché du travail

Objectifs Refonder le marché du travail

Arrêter les embauches à statut de la Fonction Publique

Des contrats de travail semblables dans le secteur public et dans le secteur privé.
Garder des conditions particulières pour certaines professions publiques sensibles (juges, militaires, …).
Maintenir jusqu'à leur retraite le statut de la Fonction Publique à ceux qui l'ont déjà acquis.

Réécrire le Code du Travail en moins de 100 pages

Passer de plus de 3 000 pages à moins de 100 pages.
Faire simple, repartir à zéro, prendre modèle sur la Suisse.
Des licenciements plus simples, avec des indemnités de licenciement de 3 mois à 2 ans en fonction du contexte.
Protéger les salariés et les entreprises contre les abus de toutes sortes.

Affiliation obligatoire à un syndicat

Chaque travailleur salarié doit choisir un syndicat, il peut à tout moment en changer.
1 % des revenus du travailleur pour le syndicat, défenseur des droits de chaque salarié.
Délégués syndicaux rémunérés par les syndicats.

Moins de charges pour les entreprises qui fidélisent leurs employés

Un écart de charges sociales jusqu'à 25 % du maximum.
La durée moyenne effective des contrats en indicateur.
Trouver un système qui prend en compte les entreprises en démarrage ou en difficultés.

Indexer d'abord les retraites sur les années travaillées

Privilégier le nombre d'années au travail comme référence principale. L'âge en référence secondaire.
Partir d'un plancher pour les plus démunis sur les retraites (s'inspirer du projet « Refonder la protection des plus démunis »).
Un système de points mais variables en fonction du niveau de revenus : des points plus chers à acquérir pour les hauts revenus.
Maintenir un système de retraites à 14 % du Produit Intérieur Brut (PIB).

Bénéfices Refonder le marché du travail

Améliorer l'efficacité des services publics

Un nouveau droit au licenciement pour l'employeur public, pour éviter les comportements nuisibles aux services publics.
Assumer une certaine concurrence entre services publics et initiatives privées.
Une réforme en douceur, appliquée aux seuls nouveaux arrivants (arrêt des embauches de fonctionnaires).

Lever les freins à l'embauche

Des employeurs plus sereins face à un droit du travail plus compréhensible et accessible.
Les problèmes de maîtrise du droit des PME et TPE sont pris en compte.
Une maturité facilitée chez les salariés et les employeurs.

Une fiscalité favorable à la stabilité des emplois

Une forte prime aux emplois stables.
Les entreprises qui sont plus vertueuses sur l'emploi sont alors récompensées par des charges sociales plus faibles.
Une incitation forte pour les gros employeurs.

Des syndicats renforcés

Passer le taux de syndicalisation des salariés de 10 % à 100 % : une révolution pour les syndicats et aussi pour les salariés et les employeurs.

D’autres pays européens, comme la Suède, ont déjà montré l’exemple.
Des syndicats en soutien des salariés sur les conditions de travail, le montant des salaires, les différents risques de licenciement, et acteurs de la démocratie dans l’entreprise (voir Refonder la démocratie).

Un système de retraite consolidé

Un système de retraite plus juste et plus durable.
Renforcer la solidarité avec les retraités les plus démunis.
Un système de points permettant de stabiliser les dépenses de retraite à 14 % du PIB.

Difficultés Refonder le marché du travail

Faire fondre le code du Travail en moins de 100 pages

Une division par trente du texte actuel.
Les limites du modèle suisse par nos différences.
Garder toutes les protections juridiques utiles.

Arrêter l'embauche de nouveaux fonctionnaires

A gauche, s'attaquer à un véritable tabou.
A droite, un soutien très mou, car il y a un risque de réhabilitation des services publics que la droite ne souhaite pas vraiment. Elle préfère maintenir son argument anti-fonctionnaire pour restreindre les services publics.
Des références à l'étranger peu connues en France (Suède, …).
Distinguer les métiers du public à l'abri partiel des licenciements : juges, militaires, …

Le grand bouleversement syndical

La forte remise en cause de la donne syndicale actuelle : sur les fonctionnaires, sur le droit du Travail et sur la nouvelle obligation syndicale.
Le prélèvement de 1 % sur les salaires et le projet d'introduction de la démocratie dans les entreprises (voir le projet « Refonder la démocratie ») peut-il contrebalancer l'arrêt d'embauche des fonctionnaires et

sur la réduction du droit du Travail ? Un « tsunami » à prévoir dans le monde syndical.
Un bouleversement syndical qui ne correspond pas aux attentes des syndicats eux-mêmes.

La complexité de la modulation des charges sociales

Pénaliser les licenciements sans pénaliser les entreprises en difficultés ?
Comment évaluer sur le temps présent la politique de licenciement d'une entreprise ?
Comment évaluer les entreprises nouvelles ?

La toujours laborieuse réforme des retraites

Un système à points qui a déjà été refoulé (2020).
Instaurer un plancher pour les retraites, dégressif en fonction des retraites perçues : une nouveauté à mettre en place.
Une attribution de points non proportionnelle aux revenus, plus généreuse pour les bas revenus.

Réalisation Refonder le marché du travail

Trois étapes pour l'écriture du nouveau code du Travail

Etape 1 - Appel à propositions.
Etape 2 – Avis de citoyens tirés au sort. Choix d'une proposition.
Etape 3 – Phase législative sur la base de la proposition retenue.

Changement de l'écosystème du monde du travail

Positionnement des syndicats sur la réforme.
Adaptation des conventions collectives dans les branches professionnelles.
Adaptation des conseils de prud'hommes et de l'inspection du Travail.

Modification de la fiscalité du travail

Fusionner toutes les charges sociales, pour simplifier et clarifier les prélèvements. Intégrer les charges sociales dans les recettes de l'Etat. Appliquer le principe déjà en cours pour l'Etat d'une séparation nette entre les recettes et les dépenses.
Définition et mise au point de la modulation des charges.
Mettre en place un système qui incite à la stabilité de l'emploi.

Arrêt des embauches de fonctionnaires

Appliquer le nouveau droit du travail commun aux nouveaux salariés de la fonction publique.
Définir des conventions collectives pour chaque métier de la fonction publique (policiers, juges, professeurs, …).
Donner davantage d'autonomie et de souplesse aux employeurs publics (Etat, hôpitaux, collectivités territoriales, …).

Mettre en place un nouveau système de retraites

Fixer à 14 % du PIB le montant des retraites.
Proposer un système de points variables et une définition du cadre d'application.
Trouver un accord majoritaire à l'Assemblée Nationale.
Mise en place progressive.

Synthèse Refonder le marché du travail

Les dysfonctionnements du marché du travail sont trop nombreux et trop profonds. Une refondation s'impose, avec pour seul objectif les intérêts et la protection de *tous* les acteurs : les travailleurs, les entreprises et les administrations.

Simplifier d'abord le droit du travail et l'imposer à tous les acteurs, publics et privés. Gérer les particularités des différents métiers dans des conventions collectives sectorielles, publiques ou privées.

Favoriser un syndicalisme fort et davantage responsable. Voir également le projet d'introduction de la démocratie dans les entreprises dans « Réformer la démocratie ».

Simplifier les licenciements voulus par les entreprises tout en pénalisant les entreprises qui fidélisent le moins leurs salariés.

Enfin, mettre en place un système de retraite plus juste et réellement durable, avec un système de points variables, un plancher économique et le nombre d'années travaillées en référence principale.

Des chantiers législatifs lourds mais nécessaires car nous voulons valoriser le travail, dans toutes ses composantes et pour tous les acteurs. Avec la conviction que le travail est au cœur de la création de toutes les richesses.

Refonder la décentralisation

Objectifs Refonder la décentralisation

Deux niveaux de décentralisation avec la commune et le département

Des élections démocratiques sur ces deux niveaux.
Le département adopte le même mode d'élection que la commune. Scrutin majoritaire à deux tours, avec une moitié des sièges affectée à la majorité et l'autre moitié à la proportionnelle.

Les agglomérations et les régions pilotées par les communes et les départements

Les recettes des agglomérations et des régions dépendent des communes et des départements.
Chaque département a la possibilité de se regrouper avec des partenaires consentants, pour mettre en œuvre des synergies.
Les régions actuelles constituent le point de départ de ces regroupements.
Même chose avec les communes et les agglomérations (qui sont des regroupements de communes).
Les communes et les départements sont libres de leur choix de regroupement, à la condition de trouver des partenaires consentants.

Des recettes simples, lisibles et justes

Supprimer le système actuel des recettes locales, trop complexe et injuste.
Donner au niveau national la responsabilité de fournir les recettes des collectivités territoriales.
Garder les valeurs globales des recettes actuelles, à responsabilités égales.
Des recettes calculées en proportion du nombre d'habitants (au 3/4) et de la superficie (au 1/4), pour chaque collectivité locale.

Le périmètre des responsabilités décentralisées est soumis en permanence au débat démocratique

Faire connaître les responsabilités existantes, et les dépenses publiques associées, par des actions pédagogiques fortes et soutenues.
Financer deux ou trois plateformes numériques dont la mission est d'informer et d'animer le débat démocratique via des forums de discussion et de proposition.
Mise en place d'un conseil de citoyens tirés au sort tous les deux ans, à informer et former, pour proposer aux législateurs des évolutions sur les responsabilités déléguées aux communes et aux départements. Des propositions exigeantes pour les législateurs.

Bénéfices Refonder la décentralisation

Simplifier le millefeuille de la décentralisation

Deux niveaux seulement.
Les agglomérations et les régions deviennent de simples ententes locales, décidées par chaque commune et chaque département.
Ne pas chercher à imiter la décentralisation allemande ou espagnole, avec des régions très fortes.
Avec un objectif de regroupement en 10 000 communes environ (au lieu de 30 000), nous obtenons 1 nation avec 100 départements et 10 000 (100 x 100) communes. Un choix fidèle à la réalité culturelle de la France, et sa réputation de rationalité (René Descartes le modèle).
Des scrutins locaux harmonisés.

Des moyens financiers plus simples et plus justes

La réforme simplifie la gestion financière locale. Chaque collectivité se débrouille avec une enveloppe financière locale connue de tous.
Les impôts locaux renforcent les inégalités territoriales. Ceux qui peuvent payer plus d'impôts sont les seuls bénéficiaires, pas de solidarité avec les plus démunis. Supprimons cette inégalité-là. Les péréquations existantes sont insuffisantes et illisibles.
Moins pour les collectivités les plus riches, plus pour les collectivités les plus démunies.

Une meilleure visibilité de l'argent public local

Simplifier les comparaisons entre les communes, avec des revenus en proportion de la population et de la surface gérée.
Voir le projet « Développer la transparence de l'argent public ».
Un excellent moyen pour éviter les corruptions et les gaspillages, défauts majeurs des collectifs sur toute la planète.

Optimiser la décentralisation des responsabilités

Les citoyens invités dans la durée à réfléchir et à dialoguer sur les choix de la décentralisation (à savoir le périmètre des responsabilités des communes et des départements).
Un choix d'outils modernes, innovants : plateformes numériques et conseils de citoyens tirés au sort.
Education des citoyens et recherche du consensus. La maturité de la démocratie en objectif.

Difficultés Refonder la décentralisation

La nouvelle fragilité des agglomérations et des régions

L'existant des regroupements (les agglomérations et les régions actuelles) peut être remis en cause à la demande d'un département ou d'une commune.
La difficile construction d'un cadre pour réaliser les changements voulus d'un regroupement, agglomération ou région.
La difficile construction d'un cadre pour assurer les transitions voulues par des communes ou des départements.
L'absence de pérennité de tous les regroupements.

Une nouvelle donne financière qui fait des perdants

A enveloppe nationale constante, des localités sont gagnantes mais d'autres aussi sont perdantes. Le jeu est à somme constante.
La centralisation nouvelle des impôts locaux impose une harmonisation de leurs taux, qui va aussi faire des gagnants et des perdants.
Les communes et les départements les plus riches devront faire des économies.

Une démocratie participative qui reste à inventer

Les plateformes numériques restent à inventer et à faire vivre. Les conseils de citoyens restent à inventer et à faire vivre.

L’éducation des citoyens est une très longue route, un horizon, une direction.

Réalisation Refonder la décentralisation

Construire le nouveau cadre juridique pour les agglomérations et les régions

Les définir comme des ententes opportunistes pour profiter des synergies possibles.
Permettre des regroupements qui peuvent être différents en fonction des sujets traités.
Un financement apporté intégralement par les communes et les départements concernés.
Définir avec précision les conditions d'entrée et de sortie dans ces ententes.

Evaluer le gain ou la perte de chaque collectif avec le nouveau projet de recettes

Préciser les modes de calcul pour les nouvelles recettes.
Traiter en particulier le cas des différences entre l'habitation et le lieu de travail.
Evaluer le gain ou la perte pour chaque collectif décentralisé, commune ou département.
Envisager une évolution progressive pour faciliter les transitions.

armoniser les taux d'imposition des anciens impôts locaux

Comparer les différences de taux des anciens impôts locaux (la taxe foncière en principal).

Réaliser des rapprochements progressifs pour faciliter la transition avec la nouvelle refondation.

Définir le nouveau cadre des communes et des départements

Bâtir la nouvelle élection départementale, à l'image de l'élection communale.
Evaluer pour chaque collectif, la part mise en commun dans les agglomérations et les régions, ainsi que les processus de décision retenus dans chaque entente. Faire de la pédagogie auprès des citoyens concernés sur ce sujet.
Préciser le niveau d'autonomie des communes et des départements dans la gestion de leurs ententes et regroupements (agglomérations et régions).

Investir dans la démocratie participative

Construire un cahier des charges pour la construction de plateformes numériques d'information et d'animation du débat démocratique.
Financer les projets les plus solides, les plus prometteurs et les plus impartiaux.
Bien faire connaître les responsabilités et les activités des communes et des départements.
Développer la transparence des comptes publics de chaque collectif. Développer les comparaisons entre communes ou entre départements.

Inventer et mettre en place un conseil de citoyens permanent, renouvelé tous les deux ans, chargé de réfléchir et de proposer des réformes sur les périmètres de la décentralisation, à savoir les responsabilités déléguées ou à déléguer aux communes et aux départements.

Synthèse Refonder la décentralisation

Privilégier une décentralisation à deux niveaux seulement : communes et départements. Faire jouer les synergies avec les agglomérations de communes pour les communes et les régions pour les départements.

Centraliser les recettes financières, pour proposer un système plus juste et plus simple, qui lutte contre les inégalités territoriales, locales ou régionales.

Débattre sur les différentes responsabilités publiques à décentraliser. Quelle est le bon niveau de décentralisation de chaque action publique ? National ? Départemental ? Communal ? Régional ? Agglomération de communes ? Donner la parole à tous et favoriser les bonnes adaptations à réaliser.

De quoi donner une visibilité indispensable pour améliorer sensiblement le débat démocratique sur ce sujet essentiel de la décentralisation des responsabilités.

De quoi donner également plus de justice dans la répartition des moyens décentralisés, au bénéfice des communes et des départements les plus pauvres.

Un projet qui peut donner aussi du poids à l'identité nationale, avec des débats démocratiques plus approfondis et plus intelligents sur la décentralisation.

Le drapeau de la démocratie est au cœur de ce projet.

Refonder le marché du logement

Objectifs Refonder le marché du logement

Accession à la propriété de leur logement pour tous les citoyens

Accession automatique et progressive pour tous les locataires. Les loyers sont transformés en remboursements d'un emprunt permettant l'accession à la propriété.
Le nombre de mensualités de remboursement est calculé en fonction du prix estimé du logement et d'un taux de crédit adapté.

Création d'un service public du marché du logement, entièrement autofinancé

Le service public intègre les offices HLM, les agents immobiliers et la fonction notariale sur l'immobilier.
Simplifier et améliorer les démarches des offreurs et des demandeurs. Une seule base de données accessible à tous les acteurs et tous les clients.
Permettre un logement digne pour tous les citoyens. Favoriser la mixité sociale.
Liberté des prix du marché et de la construction.
Les commissions habituelles perçues en tant qu'intermédiaires financent ce nouveau service public.

De nouveaux métiers pour ce service public

L'agent immobilier devient un expert-conseil neutre qui organise les visites. Un travail moins commercial et parfois moins rémunérateur mais plus stable et plus agréable pour tout le monde.
Le service public gère les problèmes de non-paiement aux bailleurs devenus vendeurs et réalise les démarches de recouvrement.
Le service public gère également les encours des propriétaires-accédants qui changent de logement pendant leur accession à la propriété.
Le service public gère enfin les problèmes de propriétés partagées (propriétaires cédants et accédants), la gestion des droits de chacun.

Une politique active de construction et de rénovation de logements

Un moyen pour atteindre les objectifs suivants : fournir un logement à tous, la mixité sociale et la baisse des prix des logements.
Capacité de préemption de bâtiments à rénover et de terrains à construire.
Capacité de ce service public national à modifier les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) réalisés par les collectivités locales et à délivrer elle-même des permis de construire.

Malgré les conflits de pouvoir à prévoir, développer les partenariats entre ce service public et toutes les collectivités locales.
Un travail de partenariat également avec les acteurs privés : promoteurs, architectes, banquiers, …

Bénéfices Refonder le marché du logement

L'accession à la propriété de son logement pour tous

La possibilité d'un logement gratuit pour tous au moment de la retraite.
Une amélioration prévisible de l'entretien du logement et de son environnement grâce à un esprit de responsabilité plus développé lié à la propriété de son logement.
Un sentiment de sécurité physique et économique plus développé pour les plus démunis.

n meilleur accès au logement pour tous

Un service public volontariste sur le sujet.
Le logement pour tous en impératif de service public.
Une espérance solide de baisse des prix par une politique d'offre très volontariste.
Une future baisse de prix très bénéfique pour le pouvoir d'achat, et donc pour l'économie en général.
La mixité sociale en objectif fort.

n marché du logement plus efficace et plus sûr

La nouvelle neutralité de l'agent immobilier, avec une fonction de conseil-expert très utile.
Une intermédiation publique bienvenue sur la gestion des impayés.
Un marché plus lisible pour les clients car unifié.
L'intermédiation publique en facilitateur de mobilité des citoyens et de sécurité des transactions.

La fin d'un système du logement social qui dysfonctionne

Les bénéficiaires actuels deviennent directement des accédants à la propriété.
La liberté des prix sur le marché, couplée au droit à un logement pour tous, oblige les promoteurs du logement social à construire et à rénover avec intelligence et vigueur.
La fin des files d'attente et des passe-droits.

La mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire

Casser un monopole des collectivités locales (sur les permis de construire) trop conservateur et sans vision d'ensemble.
Imposer un bon niveau de mixité sociale.
En partenariat avec les collectivités locales et les acteurs privés, se donner les moyens de mener une vigoureuse politique d'aménagement du territoire.

Difficultés Refonder le marché du logement

Trouver des capitaux pour développer l'offre de logements

Avec l'accession automatique à la propriété, le placement immobilier n'a plus d'avenir.
Développer une offre de logements pour faire baisser les prix ne va pas attirer les financiers.
Développer une offre de logements nécessite une hausse des investissements.

Une révolution chez les acteurs de l'immobilier

Le choc culturel du salariat pour les agents immobiliers.
Le choc culturel du salariat pour les notaires (sur une partie de leur activité).
De nouvelles missions pour les offices HLM, leur intégration dans le nouveau service public du logement.

Les collectivités locales vont perdre du pouvoir

La gestion du logement social leur échappe en partie.
Leur pouvoir sur la gestion du bâti sur leur territoire peut être contesté par le nouveau service public national du logement.
L'obligation de négociation avec le nouveau service public du logement sur les Plans Locaux d'Urbanisme et la mixité sociale.

La difficile gestion publique de la nouvelle donne du logement

La nouveauté de l'accession automatique à la propriété est un véritable pari.
La garantie sur les impayés ou la difficulté d'une gestion ferme mais humaine des impayés.
Le développement de la mixité sociale ou comment installer des pauvres chez les riches et des riches chez les pauvres. Une tâche ardue.
L'impératif et l'urgence d'un logement pour tout le monde.
Les contraintes à respecter du cap sur le développement durable.

Réalisation Refonder le marché du logement

Accession à la propriété de tous les locataires

Définition des règles de basculement.
Définition des règles de multipropriété.
Définition du service public en support.
Référendum indispensable sur cette refondation majeure du marché du logement.
Mise en application de cette réforme majeure.

Intégration de l'intermédiation dans un service public

Intégration des agents immobiliers, des notaires et des offices HLM, pour bâtir le socle de ce nouveau service public.
Services en ligne, visites accompagnées et souplesse des conditions de travail.
Mise en place des multipropriétés et de la relation avec chaque citoyen concerné.
Garanties sur les paiements. Gestion ferme mais humaine des expulsions.

Une politique de l'offre très volontariste

Un cahier des charges imposé aux banques pour soutenir les besoins de financement.
Donner une visibilité forte sur les attentes et la structure du marché du logement.
Préemptions, permis de construire et collaboration avec les collectivités locales.

L’impératif et l’urgence du logement pour tous.
L’impératif et l’urgence de la baisse des prix grâce à une offre abondante.
Construction et réhabilitation de logements bon marché aux bons endroits.
Une promotion immobilière privée en délégation, avec l’appui des anciennes structures des offices HLM.

Affichage et suivi des objectifs à atteindre

Un logement en propriété pour tous, en urgence et dans la durée.
Des prix à la baisse et acceptables pour tous les acteurs.
Réussir la mixité sociale.
Obtenir des financements réussis.
Travailler en partenariat avec les collectivités locales.
Un service public efficace, transparent et autofinancé.

Synthèse Refonder le marché du logement

Ce projet est à la fois très innovant et très concret. Accession à la propriété pour tous en transformant les loyers en remboursements d'un emprunt pour acheter. Passage en service public de toute l'intermédiation du marché (offices HLM, agents immobiliers et notaires) tout en gardant la liberté des prix sur le marché. Politique active de construction et de rénovation de logements avec deux objectifs principaux : la mixité sociale et la baisse des prix du marché, en activant les banques.

L'ambition du projet est élevée. L'objectif est de laisser sa liberté au marché, en particulier sur les prix des logements mais aussi sur la promotion, tout en en insérant une forte dose de service public. Celui-ci devient agent immobilier, notaire, gestionnaire des multipropriétés, garant des paiements, et partenaire actif des promoteurs et des collectivités locales.

Pour réussir, il faudra à la fois une validation du projet par référendum et une forte transparence de l'action publique à construire et à mener.

Cette refondation a l'odeur d'une véritable révolution. Pour réussir, il importera d'avoir un Etat plus fort et plus mature qu'aujourd'hui. Ce n'est sans doute pas le premier projet à réaliser. Mais il est très séduisant. Les bénéfices attendus sont très nombreux et pèsent lourds.

Moderniser l’école

Objectifs Moderniser l’école

Equiper toutes les classes

Du CP à la terminale, ordinateur + rétroprojecteur + volets pour filtrer la lumière (utile aussi pour les canicules)

Produire en numérique multimédia tous les enseignements de tous les programmes

Du CP à la terminale.
Un budget à hauteur des économies obtenues par la baisse du nombre d’élèves.
Création d’une agence dédiée à la réalisation de l’objectif.

Un site internet dédié aux contenus éducatifs

Sous la responsabilité de l’agence dédiée.
Travail d’étude, de suivi et de mise en valeur des contenus éducatifs déjà disponibles.
Mise à disposition gratuite de la production publique financée.
Un agent IA pour s’orienter sur le site.

Les professeurs à la baguette

La communauté des professeurs et des maîtres d'école en responsabilité pour définir les cahiers des charges et réaliser les choix de financement.

Le professeur et le maître d'école en liberté complète dans l'utilisation des supports numériques en classe.

Seule contrainte : un « temps numérique » inférieur ou égal à 1/3 du temps de classe.

Le métier de l'enseignant évolue de la transmission des savoirs à l'accompagnement des élèves.

Permettre aux professeurs et aux maîtres d'école d'améliorer la transmission des savoirs

Pouvoir s'appuyer sur des supports professionnels de qualité pour transmettre les différents savoirs du programme.
Choisir les bons supports, les afficher au bon moment, les compléter quand c'est nécessaire.

Permettre aux professeurs de s'investir davantage dans l'accompagnement des élèves.

Recentrer le travail principal des professeurs et maîtres d'école sur la gestion de la classe et des élèves.
Permettre aux élèves d'acquérir les connaissances dans de bonnes conditions, les entraîner dans leurs apprentissages, les évaluer, bien les connaître pour pouvoir les aider au mieux.

Donner à tous les élèves un accès libre à tous les savoirs

Créer le site internet de tous les savoirs, du CP à la terminale, disponible en permanence, libre d'accès, avec une intelligence artificielle en assistance.
Tous les programmes, avec des exercices à faire et leurs corrections.

Favoriser une industrie de la transmission des savoirs

Financer et faire grandir des entreprises nationales capables de créer des supports numériques multimédia de qualité dans le domaine des programmes scolaires.
Avoir en tête la possibilité de développer cette activité à l'international. Chercher pour cela l'excellence, la réactivité, les comparaisons internationales et le bon rapport qualité/coût.

Maintenir le groupe classe « professeur + élèves »

L'introduction de supports numériques multimédia peut et doit se faire en restant dans le cadre du groupe classe « professeur + élèves », indispensable au bon fonctionnement de la communauté éducative.

Bousculer les habitudes des professeurs

Les professeurs sont des artisans de l'enseignement. Ils passent beaucoup de temps à bâtir leur cours et aiment souvent leur rôle de showman. Leur demander de faire la place à des supports numériques peut les perturber, les inquiéter et les cabrer.
Ils savent que le suivi et l'accompagnement des élèves est important mais changer leurs habitudes et bouleverser leur travail est un défi.

Favoriser le temps d'attention aux écrans

Il y a déjà un problème de « temps d'écran » trop important chez les jeunes. Cette modernisation de l'école ne va pas arranger les choses. D'où l'importance de limiter ce « temps d'écran » à l'école à 1/3 du temps d'école.
En espérant que ce « temps d'écran » à l'école va avoir un effet de limitation naturelle du « temps d'écran » hors école.

Mobiliser un budget important pour atteindre l'objectif

Avec une dizaine de matières par niveau et 12 niveaux, cela représente environ 120 programmes complets à traiter. Et il faut également ajouter l'équipement de toutes les salles de classe (environ 300 000), même si on ne part pas de rien.

Pour les programmes, pour s'installer dans un cercle vertueux de qualité, prévoir au moins 3 réalisations concurrentes par programme, au choix des professeurs et des maîtres d'école. Soit 360 programmes numériques multimédia, avec environ 40 heures à réaliser par programme.

Accorder un temps important pour atteindre l'objectif

Comme nous prévoyons de financer ce projet de modernisation de l'école par la baisse du nombre d'élèves, faisons une première évaluation du budget disponible prévisible.
Environ 15 % d'élèves en moins sur 10 ans, un budget actuel de l'Education nationale de 90 milliards d'euros, le potentiel de budget sur 10 ans est donc de 13,5 milliards d'euros annuel dans 10 ans, avec une montée en charge progressive, plus d'un milliard d'euros supplémentaire chaque année en partant de zéro.
Sur 10 ans, le budget peut donc atteindre environ 67 milliards d'euros, ce qui est considérable, mais avec un démarrage assez lent.

Mettre la priorité sur la mise en valeur des contenus éducatifs existants et l'équipement des classes

En matière de contenus éducatifs, il existe déjà beaucoup de choses sur Internet qui valent le détour. Il faut juste prendre le temps de les évaluer et de les flécher à l'attention de tous les professeurs et de tous les élèves.
Cela peut être réalisé assez rapidement, dans l'attente des programmes correctement financés pour obtenir davantage de qualité.
Et la condition première de la mise en valeur des programmes éducatifs numériques multimédia est l'équipement des classes. Celui-ci peut aussi permettre d'aider les professeurs et maîtres d'école dans la gestion de leurs classes (suivi du programme, gestion des absences, …).

Mettre en place un processus de conception et de réalisation des contenus qui soit bien réfléchi, convainquant et évolutif

Lancer immédiatement la réflexion sur les objectifs à atteindre, pour chaque programme, la réflexion des professeurs et maîtres d'école concernés en majeur.
Utiliser Internet comme forum d'expression pour recueillir et synthétiser les avancées de ces réflexions,

avec l'agence dédiée à cette modernisation de l'école à la baguette.
Cette agence aura également pour première mission de planifier la montée en charge du projet, avec des budgets identifiés. Elle devra également monter les équipes pluridisciplinaires (professeurs, professionnels de la communication, de l'éducation, professionnels des réalisations multimédia, acteurs du domaine influents sur le net, spécialistes de l'IA), chargés de la définition des cahiers des charges à soumettre aux entreprises désireuses de participer à cette aventure.
Le fait que le budget démarre petit (un milliard d'euros par an) pour grossir progressivement (+ 1 milliard par an chaque année) est une bonne chose pour aller vers la qualité, qui demande du temps avec des essais et des erreurs dans l'apprentissage de ce nouveau métier.

Mettre en place un suivi du projet dans toutes ses phases : équipement, conception, réalisation, utilisation, satisfaction

Tous les éléments de la réussite de ce projet de modernisation de l'école doivent être analysés et suivis en permanence : équipement des classes, conception des programmes, entreprises de production des programmes numériques multimédia concernés, usages par les professeurs et les maîtres d'école, niveau de satisfaction exprimé par toute la communauté éducative (professeurs, maîtres d'écoles, élèves, parents d'élèves).

Synthèse Moderniser l'école

Aujourd'hui, pratiquement toute la société se numérise et bénéficie des avantages de cette nouvelle industrie, sauf l'Education nationale. C'est un peu caricatural mais il y a là une vérité sur laquelle nous devons réfléchir.

Il est vrai que le sujet est délicat (temps d'écran, habitudes des professeurs et des maîtres d'école, équipement des classes), mais si le sujet est pris au sérieux et en y mettant le temps et les moyens nécessaires, les bénéfices peuvent être considérables.

J'ai moi-même été professeur (de mathématiques) au collège et au lycée pendant 15 ans. Je connais donc le sujet et j'ai longtemps hésité à le traiter en tant que projet politique. Il y a eu tant de réformes à l'Education nationale, qui ont souvent plus agacés la communauté éducative qu'améliorer les choses.

Mais refuser de traiter sérieusement le problème de la modernisation de l'école est la pire des solutions. Notre école a au contraire besoin d'un nouveau souffle de progrès. Réussir à élever le niveau général à moyens constants. Ce qui a été fait dans tant de secteurs doit et peut aussi être réalisé dans l'éducation de nos enfants.

Maitriser les comptes publics

Objectifs Maîtriser les comptes publics

Stabiliser les prélèvements obligatoires à 47 % du PIB

Renforcer la lutte contre l'évitement fiscal.
Progresser dans la simplification.
Maintenir les équilibres actuels.

Relocaliser le poids des intérêts de la dette

Favoriser la prise en charge de la dette publique par l'épargne française.
Utiliser le projet « Cahier des charges pour les acteurs financiers ».

Stabiliser les dépenses publiques en % du PIB

Reconduction automatique de chaque dépense en proportion du PIB.
Si croissance du PIB, croissance des dépenses publiques, si récession, baisse équivalente des dépenses publiques.

Baisse générale de 1 % par an de chaque dépense pendant 5 ans

Ramener le déficit public à un niveau raisonnable (inférieur à 3 % du PIB) en 5 ans.

Toutes les dépenses baissent de 1 % par an : toutes les missions, tous les services publics, tous les financements.
Tous les acteurs publics concernés sont à la manœuvre.

Chaque hausse compensée par une baisse, et réciproquement.

Au Parlement, vote des hausses de dépenses compensées par des baisses.
Vote également des mesures de stabilisation (en particulier sur les retraites et les dépenses de santé).

Constitutionnaliser la méthode de maîtrise des dépenses

Constitutionnaliser la stabilisation des recettes, la stabilisation des dépenses et les votes d'évolution compensée (hausse + baisse équivalente).

Bénéfices Maîtriser les comptes publics

Donner une crédibilité financière à la France

Aujourd'hui, la France est très critiquée sur ses comptes publics. Le déficit, la dette et son coût ne plaident pas en sa faveur.
Et pourtant, l'épargne des français, très importante, fait l'admiration de beaucoup.
Une vraie volonté de maîtrise des comptes publics, soutenue par une majorité, changera la donne.

Arrêter l'hémorragie ruineuse de la dette publique

Le coût de la dette se dirige tout droit vers les 100 milliards d'euros, soit davantage que le budget de l'Education nationale.
Mieux maîtriser les taux en relocalisant la dette et stopper définitivement la hausse de cette dette, en réduisant le déficit.

Permettre au Parlement de faire des choix responsables

Aujourd'hui, la façon dont se déroule le vote des budgets au Parlement prête trop à rire ou à pleurer.
En inscrivant, dans les règles de fonctionnement des votes, des mécanismes de stabilisation et d'équilibre des comptes, le Parlement peut retrouver une crédibilité perdue.

Impliquer tous les acteurs publics dans la maîtrise des dépenses

Sur la baisse de 1 % chaque année pendant 5 ans, les décisions doivent se faire sur chaque mission, chaque service public, chaque subvention, sous la responsabilité directe des acteurs publics concernés.
Sans doute le meilleur moyen de baisser les dépenses avec intelligence, en faisant confiance aux véritables responsables, et en pleine transparence.

Difficultés Maîtriser les comptes publics

Des mesures de rigueur à caractère récessif

Baisser les dépenses publiques de 1 %, c'est presque baisser volontairement le PIB de 0,5 % par an. Pas complètement mais largement. La mesure est donc un peu récessive, surtout si elle se prolonge pendant 5 ans.

Une pression sur les retraites et les frais de santé

Aujourd'hui, les dépenses de retraites et de santé augmentent naturellement, sans prendre de nouvelles mesures. Stabiliser ces dépenses nécessite donc des mesures de restriction dans ces dépenses, à hauteur de la dérive générale.

Un carcan à la générosité publique

Les acteurs politiques ont pris l'habitude de promettre et de mettre en œuvre de nouveaux services publics. Avec un coût absorbé soit par la croissance de l'économie soit par une augmentation des prélèvements obligatoires. Cette période bénie n'est plus d'actualité. Ces deux facteurs atteignent des limites qu'il va être difficile de repousser davantage.
Et ce n'est pas seulement la faute des ploutocrates qui veulent baisser les dépenses publiques. Crise budgétaire, changement climatique, rareté de très nombreuses ressources, barre symbolique des 50 % du PIB pour les

prélèvements obligatoires, le toujours plus sans contrepartie ne peut plus être le fait dominant.
Il faut maintenant prendre plutôt l'habitude de baisser une dépense pour pouvoir en augmenter une autre, principe de réalité.

Un cadre législatif à inventer

Pour réellement stabiliser les dépenses et les recettes en fonction du PIB, c'est toute une méthode législative qu'il faut revoir. Avec une importance nouvelle à accorder au prévisionnel, pour anticiper les évènements budgétaires. Et la formule du changement avec une nouvelle dépense compensée par une recette équivalente est une autre nouveauté législative qu'il va falloir définir et mettre en place.

Les nouveaux besoins de financement

Aujourd'hui, ce sont aussi de nouveaux besoins de financement qui sont demandés, plus ou moins impératifs, mais à considérer attentivement.
Les trois besoins les plus « incontournables » sont la montée des intérêts de la dette publique, les dépenses de défense et le coût de la transition écologique.
Avec un taux d'intérêt qui se stabiliserait au niveau actuel, le coût de la dette publique va effectivement encore augmenter. Le problème est sérieux.
Pour les dépenses de défense nationale, c'est plus contestable. Nous sommes actuellement à 2 % du PIB.

Plutôt que d'augmenter ce taux, nous ferions mieux de nous unir avec les autres pays européens pour monter une véritable armée commune. Ce serait beaucoup plus efficace.
Se donner des moyens pour réaliser notre transition vers le développement durable est une vraie priorité.
Solliciter la Banque Centrale Européenne sur ce sujet précis est sans doute la bonne solution, mais ce n'est pas gagné d'avance…

Réalisation Maîtriser les comptes publics

Démarrer au plus vite la baisse de 1 % par an

Quand une mesure est impopulaire, la meilleure façon de la faire passer est de l'appliquer tout de suite après un référendum gagné. Montrer immédiatement sa résolution dans la maîtrise des comptes publics.

Préparer et organiser le référendum constitutionnel sur la maîtrise des dépenses publiques

Ecrire les modifications à apporter à la Constitution pour mettre en place les principes et les mécanismes de base pour le vote des budgets publics.
Stabilisations des recettes et des dépenses, choix de propositions équilibrées, avec des hausses de budget systématiquement accompagnées de baisses de même ampleur, par volonté d'équilibre.
Faire accepter les difficultés à court terme pour réaliser les bénéfices sur le long terme. L'enjeu principal est la maturité de notre démocratie. Essentielle à sa survie.

Inscrire les incitations à la relocalisation de la dette publique dans le projet de « Cahier des charges pour les acteurs financiers »

Trouver le niveau de contrainte adéquat pour que la dette française soit prise en charge par une épargne

française, rémunérée correctement, mais sans mécanismes possibles de spéculation.
Insérer cette contrainte dans le Cahier des charges pour les acteurs financiers (voir le projet sur ce sujet).

Préparer la mise en pratique du nouveau vote du budget par le Parlement

Tirer toutes les conséquences de l'application du projet : choix des unités sur lequel les responsables d'unités seront en responsabilité, pour la baisse de 1 % annuel pendant 5 ans mais aussi sur la stabilisation des dépenses et des recettes.
Préparer également le Parlement et le Gouvernement dans la préparation des Projets de Lois de Finance.

Inciter fortement la BCE à supporter les investissements liés au changement climatique

Se mobiliser pour régler ensemble le problème du développement durable au niveau de l'Europe.
La BCE est le seul outil valable pour permettre à l'Europe d'investir massivement dans le développement durable. Cela limitera le périmètre aux pays qui utilisent l'euro mais cela représente beaucoup de monde et c'est un excellent moyen pour commencer à mondialiser le problème du développement durable.
La BCE doit pouvoir s'engager dans des plans massifs d'investissements consacrés au développement durable, à traiter au cas par cas, par type d'investissements.

Synthèse Maîtriser les comptes publics

C'est un projet que certains qualifieront de droite car il a pour objectif à court terme de serrer les cordons de la bourse publique.

Néanmoins, il veut maintenir à 47 % le montant des prélèvements obligatoires, ce qui continue de placer la France en pôle-position des recettes et donc des dépenses publiques sur toute la planète.

Un coup à droite pour maintenir la gauche, en utilisant la dialectique de la polarité gauche-droite.

Pour la France, c'est un projet très innovant. La question clé derrière cette ambition est celle de la maturité démocratique des citoyens.

Ce sujet peut-il bénéficier du soutien d'une majorité ?

C'est un défi. Là est l'utopie à réaliser.

La spécificité de la France réside beaucoup dans sa logique et son esprit cartésien. L'humeur égale de la langue française en est un bel exemple. Voilà un nouvel exemple à créer pour confirmer cette affirmation.

Refondations politiques

Après avoir lu ou parcouru cet essai, vous avez pu constater que son ambition est bien réelle. Celle-ci peut devenir réaliste si elle est partagée. C'est tout l'enjeu. La balle est dans votre camp. Seul, je ne suis qu'un utopiste.

Rappelons un fait essentiel. La mondialisation est déséquilibrée. Il faut la rééquilibrer, sous peine de défaite de la démocratie sociale, entre autres désastres. Il faut donc développer la mondialisation de la politique (comme Refonder l'Europe) et freiner la mondialisation économique. Tout en donnant des preuves attestant que la démocratie est vraiment la bonne solution. Le drapeau de la démocratie est au cœur du projet.

Nous sommes aujourd'hui, en France, dans un système politique mixte, avec de la démocratie, de la ploutocratie (le pouvoir aux plus riches) et de la technocratie (le pouvoir aux plus instruits). Voir l'annexe 1. Cela peut basculer, dans le mauvais sens pour la démocratie.

Les ploutocrates américains et les technocrates chinois montrent que la ploutocratie et la technocratie ont des positions très fortes dans notre monde actuel.

Pour combattre la ploutocratie, ce projet propose un meilleur encadrement des banques et des acteurs financiers, une démocratisation progressive des

entreprises et des progrès qualitatifs dans les services publics.

Pour lutter contre la technocratie, le projet propose de la transparence sur les services publics, de la simplicité dans la gestion publique et une démocratie nettement plus participative.

Il faut innover, résolument, pour un développement durable, pour la transparence et la maîtrise de l'argent public, pour la modernisation de l'école et pour l'imposition d'un solide cahier des charges aux acteurs financiers.

Et il faut surtout refonder, c'est-à-dire réformer en profondeur. Les valeurs cardinales de la démocratie ? La liberté et l'égalité, valeurs à la fois opposées et complémentaires. Ce dernier adjectif, *complémentaire*, est le plus important. Avec une seule de ces deux valeurs, c'est l'enfer assuré.

La démocratie peut encore s'imposer. Oui, la route est longue. Mais avec du souffle, c'est possible, le souffle du progrès. Conjuguons l'essentiel.

Liberté x Egalité = Egalibre

Liberté + Egalité = Fraternité

José Gauvain – Décembre 2026

Annexe 1

La ploutocratie et la technocratie

La ploutocratie est un système de gouvernement où la richesse matérielle constitue la base principale du pouvoir politique. Le pouvoir politique appartient alors aux plus fortunés.

La technocratie est un système politique et économique dans lequel une minorité de technocrates détient un pouvoir prédominant. Ce pouvoir est acquis par la force et par l'idéologie. Le technocrate tend naturellement à faire prévaloir sa maîtrise des aspects techniques au détriment de l'aspect humain.

A mon sens, *la ploutocratie et la technocratie sont les deux principaux adversaires de la démocratie*.

La force principale de la ploutocratie réside dans le capitalisme. Avec ce cadre, ce ne sont pas les travailleurs d'une entreprise qui prennent l'essentiel des décisions mais les propriétaires de l'entreprise, ceux qui détiennent les actions de ces entreprises.

Avec la mondialisation économique et l'absence de mondialisation politique (le déséquilibre de la mondialisation), les capitalistes ont acquis un nouveau pouvoir, qui menace les démocraties. Capacité à fuir la pression fiscale ou à imposer une fiscalité compréhensive

à leur égard, capacité à créer des oligopoles qui faussent la concurrence et leur permet d'accroître les bénéfices des actionnaires. Le capitalisme et donc la ploutocratie prospèrent aujourd'hui, avec une mobilité internationale et des dividendes du capital qui ont explosés, au détriment de la justice fiscale et des principes d'égalité, et donc de la démocratie.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui au cœur de la ploutocratie, même si celle-ci est présente à peu près partout sur la planète. Jusqu'à présent, la ploutocratie a été un adversaire mais pas un ennemi de la démocratie. Elle a largement cohabité avec la démocratie. Cette dernière savait la modérer, en évitant la constitution d'oligopoles, par de la redistribution sociale et par la protection des travailleurs.

Mais avec le déséquilibre de la mondialisation, pour combien de temps encore la ploutocratie va-t-elle cohabiter avec la démocratie ? La recherche d'un rééquilibrage de la mondialisation est la meilleure façon de combattre la ploutocratie.

La menace technocratique est très différente. Elle prend des formes très diverses. En France, elle est bien présente, grâce à un Etat fort et structuré par une communauté de hauts fonctionnaires issus des meilleures écoles du pays. En Chine, la technocratie monopolise le pouvoir, avec un Parti communiste omniprésent qui se régénère en permanence en choisissant les meilleurs

élèves de leur système éducatif. En Russie, elle est également très présente avec un corps des services de renseignements (FSB) qui contrôle à la fois tous les pouvoirs et la population. La technocratie est présente à des degrés divers dans pratiquement tous les pays.

La technocratie use de son pouvoir de différentes manières. En France, comme dans la plupart des pays démocratiques, elle s'impose souvent par ses compétences supposées ou réelles dans la gestion du collectif et en maintenant le reste de la population dans une ignorance de la chose publique qui justifie l'exercice du pouvoir de la technocratie. En Chine, les ressorts sont les mêmes mais ils sont renforcés par l'absence de démocratie. La Russie se situe entre les deux mais la tendance actuelle est la disparition progressive de la démocratie (donc un rapprochement avec le modèle chinois).

Ces trois modèles (ploutocratie, technocratie et démocratie) peuvent cohabiter ou être exclusifs. En cas de cohabitation, ce sont des adversaires. En cas d'exclusivité ou de recherche d'exclusivité, ils deviennent des ennemis. En France, les trois modèles cohabitent encore largement. Avec le président Macron, la ploutocratie a progressé, la technocratie a gardé tous ses bastions et la démocratie s'est affaibli. Aux Etats-Unis, c'est aussi le cas mais la ploutocratie manifeste des velléités d'exclusivité. En Russie, avec Poutine, la

technocratie a repris la main sur la ploutocratie et a réduit à presque rien la démocratie. A noter que la technocratie avait déjà le monopole du temps de l'URSS. En Chine, la démocratie est inexistante et la ploutocratie est sous le contrôle de la technocratie. Il est intéressant d'analyser chaque pays à l'aune du rapport de force entre ces trois pouvoirs.

Rappelons que cet essai a pour objectif de limiter les pouvoirs de la ploutocratie et de la technocratie et d'affirmer ceux de la démocratie.

Le combat à venir et déjà actuel entre la Chine et les Etats-Unis risque fort d'être celui de la technocratie chinoise contre la ploutocratie américaine. De son côté, l'Europe est le meilleur défenseur possible de la démocratie, dont elle est le berceau. Elle peut et doit s'affirmer dans ce sens. Elle doit aussi convaincre les ploutocrates américains de maintenir leur cohabitation avec la démocratie, et donc de réduire leurs pouvoirs, pour garder l'unité et donc la force du monde libre, sous la bannière de la démocratie.

La refonte d'une nouvelle Union européenne, consciente et volontaire sur la question de l'équilibre de la mondialisation et de la relance de la démocratie, est la voie proposée ici.

La démocratie s'en sortira si l'Europe se réveille.

Annexe 2

Où va l'argent public

Catégories	en milliards d'€	par personne et par an en €
Protection sociale	**601**	**8 732**
Prestations vieillesse	307	4 461
Actions sociales des collectivités territoriales	66	956
Prestations Famille	51	735
Indemnités chômage (UNEDIC)	45	654
Prestations Autonomie	36	524
Solidarité, insertion, …	32	468
Cohésion des territoires	23	327
Fonds de Solidarité Vieillesse	21	310
Travail et emploi	19	274
Anciens combattants, …	2	23
Santé	**298**	**4 335**
Prestations maladie	264	3 836

Catégories	en milliards d'€	par personne et par an en €
Prestations hors ONDAM	26	373
Accidents du Travail et Maladies Professionnelles	7	99
Mission Santé de l'Etat	2	26
Services généraux	**175**	**2 543**
Engagements financiers de l'Etat	75	1 082
Services généraux des collectivités territoriales	59	860
Gestion de la Sécurité Sociale	15	211
Gestion des Finances Publiques	11	161
Administration générale et territoriale de l'Etat	6	80
Aide publique au développement	3	46
Action extérieure de l'Etat	4	50
Pouvoirs Publics	1	17

Catégories	en milliards d'€	par personne et par an en €
Direction de l'Action du Gouvernement	1	14
Conseil et contrôle de l'Etat	1	12
Transformation et Fonction publique	0,5	8
Education	**162**	**2 364**
Enseignement scolaire	91	1 321
Enseignement, formation et apprentissages des collectivités territoriales	39	567
Enseignement supérieur et Recherche	32	466
Affaires économiques	**102**	**1476**
Transports, routes et voiries des collectivités territoriales	45	656
Europe	31	449
Action économique des collectivités territoriales	9	126

Catégories	en milliards d'€	par personne et par an en €
Transports	5	79
Agriculture, alimentation	4	52
Outre-Mer	4	54
Economie	4	51
Affaires maritimes	0,6	8
Défense	**73**	**1 063**
Préparation, soutien et emploi des forces	35	508
Equipement des forces	27	392
Soutien	7	104
Environnement et prospective	3	38
Protection de l'Environnement	**59**	**860**
Budgets environnement des collectivités territoriales	42	607
Ecologie, développement et mobilités durables	17	253
Ordre et Sécurité Publiques	**52**	**760**
Sécurités	27	387

Catégories	en milliards d'€	par personne et par an en €
Justice	13	195
Sécurité et salubrité publique des collectivités territoriales	10	148
Immigration, asile et intégration	2	30
Loisirs, Culture et Culte	**41**	**595**
Culture, vie sociale, sport et jeunesse par les collectivités territoriales	32	458
Audiovisuel Public	4	55
Mission Culture de l'Etat	4	53
Sport, jeunesse et vie associative	1	18
Médias, livres et industries culturelles	0,7	10
Logements et équipements collectifs	**29**	**415**
TOTAL	**1 591**	**23 132**

Dans cette annexe, la dépense publique est répartie en 10 catégories (en gras) et 51 sous-catégories, avec les dépenses annuelles en milliards d'euros. Le coût annuel moyen par habitant est également proposé, en divisant chaque montant par 68,8 millions, soit le nombre d'habitants en France (données 2025). Les 10 catégories principales sont issues de la classification internationale COFOG (Classification Of the Fonctions Of Government).

Les 51 sous-catégories sont issues des sources d'information utilisées dans ce tableau :

- ✓ Le ministère du budget pour les dépenses de l'Etat (Projet de Loi de Finance 2027)
- ✓ La Commission des Comptes de la Sécurité Sociale pour les dépenses sociales (prévisions 2026)
- ✓ L'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales (année 2025),
- ✓ L'UNEDIC pour les indemnités chômage versées (année 2025).

En novembre 2026, ce sont les derniers chiffres publics disponibles.

Vous pouvez aller plus dans le détail (550 postes) sur le site Little Brother à l'adresse www.ouvalargentpublic.fr, avec un forum de discussion associé.

Pour faire gagner la démocratie, contre la ploutocratie et la technocratie, il faut refonder. C'est l'objectif ambitieux de cet essai.

Comment et quoi refonder ? Cet essai présente dix projets. Refonder l'Europe, refonder l'économie nationale, mettre le cap sur le développement durable, développer la transparence de l'argent public, refonder la protection des plus démunis, imposer un cahier des charges aux acteurs financiers, refonder le marché du travail, refonder la démocratie, refonder la décentralisation, refonder le marché immobilier.

Egalibre vaincra.

Mon CV : diplômé HEC en 1980, actif dans le monde du numérique (informatique et télécoms) pendant plus de 20 ans (commercial, marketing et création d'entreprises), et ensuite professeur de mathématiques au collège et au lycée pendant 15 ans. Auteur de quelques essais et d'une petite fiction (Plan B anticapitaliste et libéral, Conseils politiques d'un extraterrestre, A la recherche du collectif intelligent, Les couleurs de l'esprit, Le roman de la photo). Enfin, un site internet d'information et de discussion sur les comptes publics : www.ouvalargentpublic.fr

José Gauvain – Décembre 2026